

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



COUR DES COMPTES

**CONTROLE DE L'EXECUTION DU BUDGET DE LA VILLE
DE KINSHASA POUR L'EXERCICE 2017**

RAPPORT

Kinshasa, Octobre 2018

AVANT-PROPOS

Le présent rapport est le résultat définitif du contrôle réalisé par la Cour des comptes sur l'exécution de l'Edit budgétaire n° 0005/2016 du 31 décembre 2016 de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2017. Il présente les principales constatations, conclusions et recommandations retenues.

Son objectif est d'éclairer les destinataires sur les résultats de l'exécution de cet Edit, l'établissement du compte de résultat et les différents ajustements de crédits y opérés par rapport aux prévisions. En d'autres termes, ce rapport permet :

- de constater les résultats définitifs d'exécution de l'edit budgétaire de l'année à laquelle il se rapporte ;
- d'approuver les différences entre les résultats et les prévisions dudit edit de l'année ;
- d'arrêter le compte général de la province et régler définitivement le budget de l'exercice précédent ;
- de constater le montant des encaissements des recettes et celui des dépenses payées se rapportant à une même année ;
- d'approuver, par le vote des crédits complémentaires, les dépassements de crédits résultant des cas de force majeure ;
- d'annuler la différence entre le montant des crédits ouverts par le budget et le montant de dépenses payées au 31 décembre augmenté de celui des crédits reportés conformément aux articles 166 et 194 de la LOFIP ;
- d'établir le compte de résultats qui comprend :
 - a) le déficit ou l'excédent résultant de la différence entre les recettes et les dépenses du budget général et des budgets annexes ;
 - b) les profits et pertes résultant éventuellement de la gestion des opérations de trésorerie.
- d'autoriser l'inscription des résultats définitifs des opérations au compte consolidé destiné à l'enregistrement des soldes positifs ou négatifs obtenus au cours des différentes gestions budgétaires.

Enfin, le rapport de la Cour des comptes permet à l'Assemblée provinciale de comprendre la signification et la portée des chiffres, analyses et commentaires contenus dans le projet d'Edit portant reddition des comptes et autres documents s'y rapportant, conformément à l'alinéa 2 de l'article 124 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques (LOFIP).

Ainsi, l'Assemblée provinciale pourra disposer de toutes les informations qui lui permettront de voter avec sérénité le projet d'Edit portant reddition des comptes.

INTRODUCTION

1. Mandat de la Cour des comptes

Le mandat de la Cour des comptes ressort de l'article 180 de la Constitution qui lui recommande de contrôler, dans les conditions fixées par la loi, la gestion des finances de l'Etat, des biens publics, des comptes des provinces et des entités territoriales décentralisées ainsi que des organismes publics.

2. Objet du contrôle

Le présent rapport a pour objet le contrôle de l'exécution de l'Edit budgétaire n° 0005/2016 du 31 décembre 2016 contenant le budget de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2017.

3. Normes et méthodologie

Outre les différentes normes d'audit de l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques, INTOSAI en sigle, applicables dans la réalisation de tout audit, le contrôle de la Cour s'est effectué conformément à la législation sur les finances publiques en vigueur en République Démocratique du Congo.

Pour toute Institution Supérieure de Contrôle (ISC) de type juridictionnel, à l'instar de la Cour des comptes de la République Démocratique du Congo, la procédure est guidée par les trois principes suivants : l'**indépendance**, la **collégialité** et la **contradiction**. Ces principes ont été appliqués durant le contrôle de l'exécution de l'Edit budgétaire sous examen, jusqu'à l'adoption du rapport y relatif.

4. Sources d'informations

Pour effectuer son contrôle, la Cour des comptes a utilisé la Constitution de la République, les Lois régissant la Cour des comptes, la Loi relative aux finances publiques (LOFIP), le Décret portant Règlement général sur la comptabilité publique ainsi que les documents lui fournis par le Gouvernement provincial de Kinshasa, suivant sa lettre n°

Il s'agit, en effet :

- 1) de l'Edit budgétaire n° 0005/2016 du 31 décembre 2016 ;
- 2) du projet d'Edit portant reddition des comptes du Budget de l'exercice 2017 ;
- 3) du rapport de l'exécution du Budget 2017 de la Ville de Kinshasa ;
- 4) des relevés des comptes de trésorerie (Caisse & Banques) ;
- 5) du tableau reprenant les soldes des gestions budgétaires de 2012 à 2017.

En plus des documents repris ci-dessus, la Cour des comptes a obtenu, sur réquisition du Procureur Général, les rapports d'exécution de quelques services des budgets annexes.

5. Difficultés d'ordre technique rencontrées

Dans la réalisation du contrôle de l'exécution de l'Edit portant budget de la Province de Kinshasa, la Cour des comptes a rencontré trois principales difficultés, à savoir :

- 1- le dépôt tardif par la Ville du projet d'Edit portant reddition des comptes de l'exercice 2017, soit le 14 juin 2017, en violation des dispositions de l'article 128 du Décret portant Règlement général sur la comptabilité publique qui fixe cette date au 31 mars 2017.

D'où, la Cour n'a pas eu le temps matériel suffisant pour réaliser les diligences requises et présenter son rapport définitif à l'Assemblée provinciale dans le délai légal, soit le 15 mai 2017 conformément à l'article 129 alinéa 2 du Décret pré-rappelé ;

- 2- la difficulté de faire des investigations sur terrain pour corroborer les données de synthèse fournies par l'Exécutif provincial en application des normes de l'INTOSAI qui régissent le contrôle des finances publiques.

En effet, de telles investigations auraient du être réalisées sur place dans les structures provinciales suivantes :

- Direction Générale des Recettes de Kinshasa (DGRK) ;
- Bureau de l'Ordonnateur-Délégué ;
- Bureaux Comptables près le Gouvernorat et les Ministères ;
- Bureaux Comptables des services émergeant aux budgets annexes ;
- Entités émergeant aux budgets annexes de la ville (Marchés, Morgue, Régies...).

- 3- le Gouvernement provincial n'a pas transmis à la Cour des comptes les documents ci-dessous repris, requis par la LOFIP aux articles 180 et 181 :

- la synthèse des recettes et des dépenses de l'exercice précédent ;

- l'état comparatif des crédits budgétaires et des dépenses effectivement exécutées tant en engagement, liquidation, ordonnancement qu'en paiement, en indiquant les écarts significatifs ;
- la situation de la dette publique interne, arrêtée au dernier jour de l'exercice écoulé, montrant pour chaque élément de la dette, le capital emprunté, l'encours au premier et au dernier jour de l'exercice, le service de la dette ;
- l'état comparatif des autorisations d'engagement et des dépenses effectivement engagées mettant en valeur les crédits de paiement à reporter.
- le rapport explicatif des dépassements et de la nature du résultat de l'exécution du budget ;
- le rapport d'évaluation précisant les conditions dans lesquelles le budget a été exécuté, ainsi que, pour chaque programme, l'exécution budgétaire, le degré d'atteinte des objectifs, les résultats obtenus et les explications relatives aux écarts constatés.

CHAPITRE I : CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET DE LA VILLE

Le contexte repris ci-dessous par la Cour des comptes ressort du rapport du gouvernement provincial sur l'exécution de l'Edit budgétaire de l'exercice 2017. Il définit le cadre macroéconomique qui a prévalu lors de l'élaboration du budget ainsi que le programme conçu.

I.1. CADRE MACROECONOMIQUE

Les indicateurs du cadre macroéconomique retenus lors de l'élaboration du budget de l'exercice 2017 s'étaient présentés comme suit :

| | | | |
|---|-------------------------------------|---|-----------|
| – | taux de croissance du P.I.B. (en %) | : | 5,7 |
| – | déflateur du P.I.B. (en %) | : | 1,2 |
| – | taux d'inflation moyen (en %) | : | 4,0 |
| – | taux d'inflation fin période (en %) | : | 4,0 |
| – | taux de change moyen (FC/USD) | : | 967,9 |
| – | taux de change fin période (FC/USD) | : | 984,6 |
| – | P.I.B nominal (en milliards de FC) | : | 40.394,65 |

Le Gouvernement provincial a omis d'indiquer le cadre macroéconomique qui s'est présenté à la fin de l'exercice budgétaire 2017.

I.2. PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

D'après le Gouvernement provincial, l'Edit budgétaire 2017 a été élaboré dans un contexte politique, économique, financier et technique particulier, à savoir :

- des incertitudes politiques observées en période électorale ont eu des répercussions sur le comportement des opérateurs économiques ;
- le ralentissement des activités économiques a impacté la mobilisation des recettes ;
- la dégradation du cadre macroéconomique a conduit à l'élaboration d'un budget aux prévisions des recettes conséquemment prudentes.

Le Gouvernement provincial a toutefois souligné que dans le cadre de son Plan 2017, ***l'ensemble des actions retenues convergeraient vers la croissance économique et l'amélioration des secteurs sociaux pour répondre aux préoccupations en présence***, notamment :

- **l'aménagement du territoire ;**
- **la desserte en énergie ;**
- **le transport ;**
- **l'amélioration des conditions de vie de la population.**

I.3. PREVISIONS BUDGETAIRES

Pour concrétiser les principales orientations de sa politique budgétaire, le Gouvernement provincial a arrêté son budget en équilibre, en recettes comme en dépenses, au montant de **CDF 412.817.528.984,70**, réparti de la manière reprise dans le tableau n° 1 ci-dessous :

Tableau n° 1 : Synthèse des Recettes & Dépenses / Budget 2017 (en CDF)

| RUBRIQUES | PREVISIONS | PART RELATIVE (%) |
|---|---------------------------|-------------------|
| RECETTES | | |
| I. BUDGET GENERAL | 372.818.261.405,00 | 90,31 |
| I.1. RECETTES COURANTES | 305.814.944.516,00 | 74,08 |
| I.1.1. Recettes à caractère national | 232.159.146.059,00 | 56,24 |
| Rémunération des services transférés | 175.130.832.646,00 | 42,42 |
| Fonctionnement des institutions provinciales | 20.334.227.190,00 | 4,93 |
| Subvention aux services déconcentrés | 617.500.000,00 | 0,15 |
| Investissement | 20.178.267.628,00 | 4,89 |
| Recettes FONER | 15.898.318.595,00 | 3,85 |
| I.1.2. Recettes propres | 73.655.798.457,00 | 19,76 |
| I.2. RECETTES EXCEPTIONNELLES | 67.003.316.889,00 | 16,23 |
| II. RECETTES DES BUDGETS ANNEXES | 39.999.267.579,00 | 9,69 |
| TOTAL GENERAL DES RECETTES DE LA VILLE | 412.817.528.984,00 | 100,00 |
| DEPENSES | | |
| I. BUDGET GENERAL | 372.818.261.405,00 | 90,31 |
| I.1. DEPENSES COURANTES | 249.377.554.510,00 | 60,41 |
| Dettes intérieures | 4.207.852.570,50 | 1,02 |
| Frais financiers | 409.500.000,45 | 0,10 |
| Dépenses du personnel | 192.601.573.437,70 | 46,66 |
| Dépenses biens et matériels | 2.125.277.389,30 | 0,51 |
| Dépenses des prestations | 8.246.519.828,03 | 2,00 |
| Transferts et interventions de la Province | 41.786.831.284,02 | 10,12 |
| I.2. DEPENSES EN CAPITAL | 123.440.706.895,00 | 29,90 |
| II. DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES | 39.999.267.579,00 | 9,69 |
| II.1. DEPENSES COURANTES | 30.683.663.480,70 | 7,43 |
| Marché Central de Kinshasa | 2.252.266.525,00 | 0,55 |
| Marché de la Liberté | 2.435.224.367,00 | 0,59 |
| Marché Matete | 735.623.220,80 | 0,18 |
| Marché Gambela | 541.862.226,80 | 0,13 |
| Morgue Centrale | 475.248.200,00 | 0,12 |
| Latrines publiques | 7.014.450,00 | 0,00 |
| RATPK | 19.332.164.385,10 | 4,68 |
| RCPK | 971.111.462,00 | 0,24 |

| | | |
|---|---------------------------|---------------|
| RIMMOKIN | 3.933.148.644,00 | 0,95 |
| II.2. DEPENSES EN CAPITAL | 9.315.604.098,30 | 2,26 |
| Marché Central de Kinshasa | 152.119.706,60 | 0,04 |
| Marché de la Liberté | 185.867.573,00 | 0,05 |
| Marché Matete | 35.878.811,70 | 0,01 |
| Marché Gambela | 19.621.268,00 | 0,00 |
| Morgue Centrale | 20.421.600,00 | 0,00 |
| Latrines publiques | 0,00 | 0,00 |
| RATPK | 5.955.429.799,00 | 1,44 |
| RCPK | 0,00 | 0,00 |
| RIMMOKIN | 2.946.265.340,00 | 0,71 |
| TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE LA VILLE | 412.817.528.984,00 | 100,00 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

❖ La réexécution opérée par la Cour des comptes

La Cour des comptes relève un écart dans les prévisions des recettes de l'ordre de CDF 1.000.000,70 entre le total de l'Edit budgétaire qui est de CDF 412.817.528.984,00 et celui contenu dans les annexes du projet d'Edit portant reddition des comptes qui est de CDF 412.818.528.984,70. Cette différence se situe au niveau des recettes propres.

En effet, dans ces recettes, la réexécution faite par la Cour des comptes a dégagé un écart de CDF 1.000.000,70 issu de la différence entre le montant de CDF.33.232.218.909, 00 enregistré par la Ville au titre des taxes spécifiques tel que repris dans l'annexe II.1.1.2.2. des recettes non fiscales et le montant de CDF 33.233.218.909,70 de ladite réexécution.

Cette situation met à mal l'équilibre budgétaire voulu par la LOFIP en son article 14.

Tableau n° 2 : Réexécution par la Cour des comptes du Budget 2017 (en CDF)

| RUBRIQUES | PREVISIONS | PART RELATIVE (%) |
|---|---------------------------|-------------------|
| RECETTES | | |
| I. BUDGET GENERAL | 372.819.261.405,70 | 90,31 |
| I.1. RECETTES COURANTES | 305.815.944.516,70 | 74,08 |
| I.1.1. Recettes à caractère national | 232.159.146.059,00 | 56,24 |
| Rémunération des services transférés | 175.130.832.646,00 | 42,42 |
| Fonctionnement des institutions provinciales | 20.334.227.190,00 | 4,93 |
| Subvention aux services déconcentrés | 617.500.000,00 | 0,15 |
| Investissement | 20.178.267.628,00 | 4,89 |
| Recettes FONER | 15.898.318.595,00 | 3,85 |
| I.1.2. Recettes propres | 73.656.798.457,70 | 17,84 |
| I.1.2.1. Recettes fiscales | 24.914.563.291,50 | 6,04 |
| Impôt foncier | 3.643.587.931,00 | 0,88 |
| Impôt sur les véhicules | 3.861.424.927,00 | 0,94 |
| Impôt sur le revenu locatif | 15.818.107.879,00 | 3,83 |
| Avis de mise en recouvrement (AMR) | 1.591.442.554,50 | 0,39 |
| I.1.2.2. Recettes non fiscales | 48.742.235.166,20 | 11,81 |
| I.1.2.2.1. Impôts et taxes provinciales d'intérêt commun | 15.509.016.256,50 | 3,76 |
| Droits de cons. s/biens produits loc. | 13.800.000.000,00 | 3,34 |
| 20% de 1% du produit de transactions | 117.573.702,00 | 0,03 |
| AMR1 et AMR2 | 1.591.442.554,50 | 0,39 |
| I.1.2.2.2. Impôts et taxes spécifiques | 33.233.218.909,70 | 8,05 |
| I.2. RECETTES EXCEPTIONNELLES | 67.003.316.889,00 | 16,23 |
| II. RECETTES DES BUDGETS ANNEXES | 39.999.267.579,00 | 9,69 |
| TOTAL GENERAL DES RECETTES DE LA VILLE | 412.818.528.984,70 | 100,00 |
| DEPENSES | | |
| I. BUDGET GENERAL | 372.818.261.405,00 | 90,31 |
| I.1. DEPENSES COURANTES | 249.377.554.510,00 | 60,41 |
| Dettes intérieures | 4.207.852.570,50 | 1,02 |
| Frais financiers | 409.500.000,45 | 0,10 |
| Dépenses du personnel | 192.601.573.437,70 | 46,66 |
| Dépenses biens et matériels | 2.125.277.389,30 | 0,51 |
| Dépenses des prestations | 8.246.519.828,03 | 2,00 |
| Transferts et interventions de la Province | 41.786.831.284,02 | 10,12 |
| I.2. DEPENSES EN CAPITAL | 123.440.706.895,00 | 29,90 |
| Equipements | - | - |
| Construction,... | - | - |
| II. DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES | 39.999.267.579,00 | 9,69 |
| II.1. DEPENSES COURANTES | 30.683.663.480,70 | 7,43 |
| Marché Central de Kinshasa | 2.252.266.525,00 | 0,55 |
| Marché de la Liberté | 2.435.224.367,00 | 0,59 |

| | | |
|---|---------------------------|---------------|
| Marché Matete | 735.623.220,80 | 0,18 |
| Marché Gambela | 541.862.226,80 | 0,13 |
| Morgue Centrale | 475.248.200,00 | 0,12 |
| Latrines publiques | 7.014.450,00 | 0,00 |
| RATPK | 19.332.164.385,10 | 4,68 |
| RCPK | 971.111.462,00 | 0,24 |
| RIMMOKIN | 3.933.148.644,00 | 0,95 |
| II.2. DEPENSES EN CAPITAL | 9.315.604.098,30 | 2,26 |
| Marché Central de Kinshasa | 152.119.706,60 | 0,04 |
| Marché de la Liberté | 185.867.573,00 | 0,05 |
| Marché Matete | 35.878.811,70 | 0,01 |
| Marché Gambela | 19.621.268,00 | 0,00 |
| Morgue Centrale | 20.421.600,00 | 0,00 |
| Latrines publiques | 0,00 | 0,00 |
| RATPK | 5.955.429.799,00 | 1,44 |
| RCPK | 0,00 | 0,00 |
| RIMMOKIN | 2.946.265.340,00 | 0,71 |
| TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE LA VILLE | 412.817.528.984,00 | 100,00 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Constatations sur la présentation des données budgétaires

1) Omission du cadre macroéconomique fin exercice 2017

Le Gouvernement provincial a omis d'indiquer le cadre macroéconomique qui a prévalu à la fin de l'exercice budgétaire 2017.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Le Gouvernement provincial a pris acte de cette constatation et s'engage à intégrer ces indicateurs dans l'exposé de motif de son rapport accompagnant le Projet d'Edit portant reddition des comptes.

Avis de la Cour :

La Cour maintient son observation.

2) Non-conformité du projet d'Edit portant reddition des comptes à l'Edit budgétaire de l'année

La loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, en son article 141 alinéa 2, stipule que l'édit ou la décision portant reddition des comptes est présenté dans les mêmes formes que l'édit budgétaire ou la décision budgétaire de l'exercice clos auquel elle se rapporte. La Cour constate le non-respect de cette disposition légale.

A titre illustratif :

- L'Edit budgétaire de l'année présente les recettes suivant la classification administrative alors que le projet d'Edit portant reddition des comptes les classifie par nature.
- Les dépenses courantes de l'Edit budgétaire sont ventilées en 911 comptes dont deux sont sans imputation alors que ces 911 comptes n'apparaissent pas comme tels au projet d'Edit portant reddition des comptes.
- Les dépenses en capital sont répertoriées en 48 projets dont deux (2) sans dénomination dans l'Edit budgétaire de l'année alors que ces mêmes dépenses en capital sont ventilées en 86 projets dans le projet d'Edit portant reddition des comptes.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Le Gouvernement provincial a pris acte de l'observation. Il s'agissait pour sa part d'une erreur matérielle qui s'était glissée et pour laquelle il s'engage à y remédier à l'avenir.

Avis de la Cour :

La Cour maintient son observation.

3) Non actualisation des données des prévisions budgétaires

Les budgets des Provinces et des ETD contiennent un certain nombre d'éléments dont la détermination relève de la Loi de finances. C'est, notamment, le cas des recettes à caractère national, des subventions du Gouvernement central et des investissements sur transfert aux Provinces et aux ETD.

La promulgation de la Loi de finances, intervenue le 23 juin 2017, ayant été subséquente à la publication de l'Edit budgétaire de la Ville qui, elle, date du 31 décembre 2016, il appartenait à la Ville d'élaborer un collectif budgétaire à l'effet d'actualiser les données des prévisions susvisées dans un Edit budgétaire rectificatif. Faute de l'avoir fait, l'Edit budgétaire n° 005/2016 du 31 décembre 2016 est resté en inadéquation avec les prescrits légaux et donc inadapté.

Réponse du Gouvernement Provincial :

« ... Cette situation était la conséquence de la possession tardive de la loi de finances ».

Avis de la Cour :

Cette justification ne tient pas. En effet, les modifications intervenues dans la loi de finances devaient être intégrées dans un édit budgétaire rectificatif conformément à l'article 140 alinéa 2 de la LOFIP.

Ci-après des cas d'illustration :

a) En recettes

Tableau n° 3 : Discordances entre les données des prévisions de la part des recettes à caractère national pour investissements sur transfert et des subventions budgétisées dans la loi de finances et celles retenues par l'Edit budgétaire

| Rubriques | Loi de Finances (pp.54-56/56) | Edit budgétaire (p. 4) |
|--|----------------------------------|---------------------------|
| Part des recettes à caractère national/investissements | 39.301.703.455,00 | 20.334.227.190,00 |
| Subventions du Gouvernement central | 366.566.801,00 | 617.500.000.000,00 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

b) En dépenses

Tableau n° 4 : Discordances entre les données des prévisions des investissements sur transfert budgétisées dans la loi de finances et celles retenues par l'Edit budgétaire

| Investissements sur transfert la Ville- Province de Kinshasa | | |
|--|----------------------------------|---|
| Secteurs/Projets | Loi de Finances (pp.54-56/56) | Projet d'Edit portant Reddition des comptes (pp. 120-125) |
| 1. SANTE | 1.572.405.068,00 | 1.572.405.068,00 |
| Cabinet du Ministre Provincial | 1.572.405.068,00 | 1.572.405.068,00 |
| Acquisit° analyseurs médicaments pr la Prov (Projet PESS) | 59.701.256,00 | 59.701.256,00 |
| Acquisit° des Ambulances pour 27HG de Kin (Projet PESS) | 147.287.108,00 | 147.287.108,00 |
| Construct° d'une Banque de sang (Projet PESS) | 100.119.134,00 | 100.119.134,00 |
| Acquisition tiroirs frigorifiques, plateau et civière | 100.119.134,00 | 100.119.134,00 |
| Construction 10 morgues (Matadi Mayo et Kinsuka) | 133.492.178,00 | 133.492.178,00 |
| Construct° 1 Hopital Gériatrique personnes de 3 ^e âge (Projet PESS) | 100.119.134,00 | 100.119.134,00 |
| Réhabilitat°/équipement 145 Centres de Santé (Projet PESS) | 125.093.979,00 | 125.093.979,00 |
| Réhabilitation et équipement de la Pédiatrie de HPGRK | 67.317.170,00 | 67.317.170,00 |
| Construction Centre de Santé/Enfant Ngaliema/ PNSD | 80.095.308,00 | 80.095.308,00 |
| Extension de la morgue de l'Hopital d'Etat de Kinsenso | 50.985.125,00 | 50.985.125,00 |
| Extension de la morgue de l'Hopital d'Etat de Matete | 85.933.682,00 | 85.933.682,00 |
| Construction d'une zone de santé | 179.065.136,00 | 179.065.136,00 |
| Acquisition matériels de lutte contre le paludisme | 208.401.330,00 | 208.401.330,00 |
| Réhabilitation du CS Pilote de Masina | 134.675.394,00 | 134.675.394,00 |
| 2. ENSEIGNEMENT PRIMAIRE ET SECONDAIRE | 9.350.995.661,00 | 9.581.608.411,00 |
| Cabinet du ministre provincial | 9.350.995.661,00 | 9.581.608.411,00 |
| Acquisition mobiliers scolaires pour écoles de Kinshasa | 100.119.134,00 | 100.119.134,00 |
| Construction EP 8 Selembao | 1.910.155.855,00 | 1.910.155.855,00 |
| Construction EP Kimbiolongo | 1.910.155.855,00 | 1.910.155.855,00 |
| Construction EP Mbono | 1.637.060.595,00 | 1.637.060.595,00 |
| Construction EP Kikinga | 1.355.511.884,00 | 1.355.511.884,00 |
| Acquisit° équip. Matériels didactiques pour écoles de Kin. | 166.864.789,00 | 166.864.789,00 |
| Réhabilitation EP 2 Lemba | 33.373.045,00 | 33.373.045,00 |
| Réhabilitation EP 9 Ngaba | 33.373.045,00 | 33.373.045,00 |
| <i>Réhabilitation Institut LD Kabila</i> | <i>33.373.045,00</i> | <i>264.700.000,00</i> |
| <i>Réhabilitat° 04 Instituts Humanités secondaires Ngaliema</i> | <i>133.492.178,00</i> | <i>132.777.973,00</i> |
| Réhabilitat° Collège St Raphael Limete | 66.746.089,00 | 66.746.089,00 |
| Lycée Technique Maman Diakemba | 66.746.089,00 | 66.746.089,00 |
| Construction Complexe Scolaire Enfants Ngaliema | 892.445.025,00 | 892.445.025,00 |
| Réhabilitation EP Kingabwa « Creche d'Or » | 66.746.089,00 | 66.746.089,00 |
| Construction EP Mombele | 874.832.944,00 | 874.832.944,00 |
| Réhabilitation Institut Technique Diangenda | 35.000.000,00 | 35.000.000,00 |
| Réhabilitation Institut Masiwa | 35.000.000,00 | 35.000.000,00 |
| 3. INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS | 6.290.184.904,00 | 6.025.484.904,00 |
| Cabinet du Ministre Provincial | 6.290.184.904,00 | 6.025.484.904,00 |
| Acquisit° d'équip. Mécaniques et électr. Garage STA | 131.956.184,00 | 131.956.184,00 |

| | | |
|---|--------------------------|--------------------------|
| Construction de la boucle de N'djili | 472.690.474,00 | 472.690.474,00 |
| Construction de la Route de BONOBO/Mt Ngafula | 472.690.474,00 | 472.690.474,00 |
| Construction Route Mokali Kimbanseke | 272.690.474,00 | 272.690.474,00 |
| Construction Avenue Bompete à Kintambo | 472.690.474,00 | 472.690.474,00 |
| Construction de l'Avenue Kulumba Limete/Kingabwa | 272.690.474,00 | 272.690.474,00 |
| Construction de l'Avenue Louis Landu à Ngaliema | 472.690.474,00 | 472.690.474,00 |
| Construction de du Pont sur la Rivière Lubudi | 272.690.474,00 | 272.690.474,00 |
| Construction d'1 Complexe cult. Mutifonction à l'Est Ville | 472.690.474,00 | 472.690.474,00 |
| Construction d'1 marché moderne à N'sele | 272.690.474,00 | 272.690.474,00 |
| Construction d'1 Palis de Sport à N'djili | 272.690.474,00 | 272.690.474,00 |
| Pose de la couverture métal Tribunes Stade Tata Raphael | 333.730.448,00 | 333.730.448,00 |
| Réhabilitation Bâtiments sces administratifs urbains | 361.491.253,00 | 361.491.253,00 |
| Réhabilitation de la digue de Ndanu | 100.119.134,00 | 100.119.134,00 |
| <i>Construct° Pont Av. Bandundu Q/Notre Dame C/Ngaliema</i> | <i>294.111.901,00</i> | <i>29.411.901,00</i> |
| Réhabilitat° Route reliant Centre Pompape/Kinsuka et la Rte de Lutendele par Kingabwa/Sankuru | 1.000.196.902,00 | 1.000.196.902,00 |
| Construction de passerelle sur le Bld Lumumba | 313.495.015,00 | 313.495.015,00 |
| Acquisition pelles électriques | 14.089.663,00 | 14.089.663,00 |
| Réhabilitat° du système d'adduction d'eau potable | 14.089.664,00 | 14.089.664,00 |
| 4. AGRICULTURE | 567.663.549,00 | 567.668.549,00 |
| Cabinet du Ministre Provincial | 567.663.549,00 | 567.668.549,00 |
| Acquisition vaccins et matériels de vaccinat° rage canine | 344.038.515,00 | 344.038.515,00 |
| Réhabilitation abattoir public de Masina | 223.625.034,00 | 223.625.034,00 |
| 5. DEVELOPPEMENT RURAL | 9.414.372.561,00 | 0,00 |
| Cabinet du Ministre Provincial | 9.414.372.561,00 | 0,00 |
| Construction de 2 marchés et dépôts de négoce produits agri en milieu péri urbain de Kinshasa | 4.678.165.035,00 | 0,00 |
| Construction espaces d'entreposage et de stockage des produits agricoles Districts Lukaya Tshangu et Maluku | 66.746.089,00 | 0,00 |
| Construction des unités de production d'aliments pour bétail Districts Lukaya Tshangu et Maluku | 66.746.089,00 | 0,00 |
| Installation d'1 usine de transformat° produits agricoles | 426.427.763,00 | 0,00 |
| Réhabilitat° routes desserte agri Districts Lukunga Tshangu et Maluku | 814.459.369,00 | 0,00 |
| <i>Acquisit° 2 chambres froides industr. Maluku et Ngaliema</i> | <i>200.238.268,00</i> | <i>200.238.268,00</i> |
| <i>Forage puit d'eau potable dans la Province</i> | <i>1.214.281.529,00</i> | <i>1.214.281.529,00</i> |
| <i>Implantat° d'1 centre de dévelop. Intégré ds la Province/ PNSD</i> | <i>872.188.059,00</i> | <i>872.188.059,00</i> |
| Installation Ferme réalisa° opérat° pastorales Kinshasa | 1.075.120.360,00 | - |
| 6. PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES | 12.106.081.712,00 | 0,00 |
| Cabinet du Ministre Provincial | 12.106.081.712,00 | 0,00 |
| Acquisition d'un incubateur pilote des bois / PNSD | 10.815.937.279,00 | 0,00 |
| Acquisition d'un incubateur pilote de cuir / PNSD | 1.290.144.433,00 | 0,00 |
| TOTAL INVESTISSEMENTS SUR TRANSFERT A LA VILLE DE KINSHASA | 39.301.703.455,00 | 20.334.227.190,00 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Cette situation viole les prescriptions suivantes :

- a) L'article 205, alinéa 5 de la Constitution qui dispose que la législation nationale prime sur l'Edit provincial ;
- b) Les dispositions de la Loi de Finances n° 17/005 du 23 juin 2017 qui fixent les investissements sur transfert aux provinces et aux ETD.

CHAPITRE II : PRESENTATION DES RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DE L'EDIT BUDGETAIRE N° 0005/2016 DU 31 DECEMBRE 2016

Le résultat de l'exécution du budget de l'exercice 2017 présenté par le Gouvernement provincial est donné dans le tableau n° 5 ci-dessous :

II.1. RESULTAT DU BUDGET GENERAL

Tableau n° 5 : Résultat de l'exécution du budget général de l'exercice 2017

| Rubriques | Prévisions | Réalisations | Taux (%) |
|------------------------------------|--------------------|--------------------|----------|
| (1) Recettes | 372.818.261.405,00 | 220.660.301.046,57 | 59,19 |
| (2) Dépenses | 372.818.261.405,00 | 220.659.701.046,57 | 59,19 |
| (3) Résultat excédentaire =(1)-(2) | | 600.000,00 | - |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

II.2. RESULTAT DES BUDGETS ANNEXES

Tableau n° 6 : Résultat de l'exécution des budgets annexes de l'exercice 2017

| Rubriques | Prévisions | Réalisations | Taux (%) |
|------------------------------------|-------------------|---------------------|----------|
| (1) Recettes | 39.999.267.579,00 | 6.040.590.076,77 | 15,10 |
| (2) Dépenses | 39.999.267.579,00 | 6.038.019.676,71 | 15,10 |
| (3) Résultat excédentaire =(1)-(2) | | 2.570.400,06 | - |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

II.3. RESULTATS GENERAUX

Tableau n° 7 : Résultat de l'exécution du budget de la Province de l'exercice 2017

| Rubriques | Prévisions | Réalisations | Taux (%) |
|------------------------------------|--------------------|---------------------|----------|
| (1) Recettes | 412.817.528.984,00 | 226.700.891.123,34 | 54,92 |
| (2) Dépenses | 412.817.528.984,00 | 226.697.720.723,28 | 54,91 |
| (3) Résultat excédentaire =(1)-(2) | | 3.170.400,06 | - |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Après réexécution, la Cour des comptes est arrivée au résultat suivant :

Tableau n° 8 : Résultat de l'exécution du budget de la Province de l'exercice 2017 (Réexécution par la Cour des comptes)

| Rubriques | Prévisions | Réalisations | Taux |
|------------------------------------|--------------------|---------------------|-------|
| (1) Recettes | 412.818.528.984,70 | 226.700.891.123,34 | 54,92 |
| (2) Dépenses | 412.818.528.984,70 | 226.697.720.723,28 | 54,91 |
| (3) Résultat excédentaire =(1)-(2) | | 3.170.400,06 | - |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Constatations sur les résultats de l'exécution du budget

1) Présentation d'un total erroné des prévisions du budget de la ville.

Dans son projet d'Edit portant reddition des comptes, le Gouvernement provincial a arrêté le Budget pour un montant total de CDF 412.817.528.584,00. Après réexécution, la Cour des comptes a trouvé CDF 412.818.528.984,70.

En effet, les taxes spécifiques prévues ont été élevées à CDF 33.232.218.909,00 alors que la Cour a trouvé CDF 33.233.218.909,70 dégageant un écart de CDF 1.000.000,70.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Le Gouvernement provincial s'engage à apporter les corrections qui s'imposent.

Avis de la Cour :

La Cour des comptes maintient cette observation.

2) Présentation inappropriée du résultat de l'exécution du budget de la Ville

Le 1^{er} alinéa de l'article 143 de la LOFIP dispose :

« L'édit ou la décision portant reddition des comptes du budget de la province ou de l'entité territoriale décentralisée établit le compte de résultats qui comprend :

- le déficit ou l'excédent résultant de la différence entre les recettes et les dépenses du budget général et des budgets annexes ;
- les profits et pertes résultant éventuellement de la gestion des opérations de trésorerie.»

- ❖ L'article 12 du projet d'édit portant reddition des comptes du Budget de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2017 arrête les résultats de l'exécution dudit Budget de la manière suivante en Franc congolais (CDF) :

Tableau n° 9 : Récapitulatif de l'exécution du budget de la Ville de Kinshasa de l'exercice 2017 (en CDF)

| BUDGETS | RUBRIQUES | RECETTES | DEPENSES |
|-----------------------|---|---------------------------|----------|
| | 1. Recettes : | | |
| | 1.1. Recettes courantes | 220.660.301.046,57 | |
| | 1.2. Recettes exceptionnelles | 0,00 | |
| | | 220.660.301.046,57 | |
| Budget général | Total recettes du budget général | | |

| | | | |
|---------------------------|---|---------------------------|---------------------------|
| | 2. Dépenses : | | |
| | 2.1. Dépenses courantes | | 183.224.958.417,51 |
| | - Dette publique en capital | | 210.239.000,00 |
| | - Frais financier | | 310.176.574,79 |
| | - Dépenses de personnel | | 156.780.827.430,54 |
| | - Biens et matériels | | 792.681.995,00 |
| | - Dépenses de prestations | | 5.041.954.152,32 |
| | - Transferts et interventions | | 20.089.079.264,86 |
| | 2.2. Dépenses en capital | | 37.434.742.629,06 |
| | Total dépenses du budget général | | 220.659.701.046,57 |
| | Solde du budget général (excédent) | | 600.000,00 |
| Budgets annexes | 1. Total recettes budgets annexes | 6.040.590.076,77 | |
| | 2. Dépenses : | | |
| | 2.1. Dépenses courantes | | 5.773.859.245,71 |
| | 2.2. Dépenses en capital | | 264.160.431,00 |
| | Total dépenses budgets annexes | | 6.038.019.676,71 |
| | Solde des budgets annexes (excédent) | | 2.570.400,06 |
| Budget de la Ville | 1. Recettes | 226.700.891.123,34 | |
| | 2. Dépenses | | 226.697.720.723,28 |
| | Solde (excédent) | | 3.170.400,06 |
| | Balance | 226.700.891.123,34 | 226.700.891.123,34 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

- ❖ La Cour des comptes recommande à la ville de se conformer totalement au prescrit des articles 143, 148, 149 et 150 de la LOFIP en présentant le tableau de l'article 12 du projet d'édit portant reddition des comptes comme suit :

Tableau n° 10 : Récapitulatif de l'exécution du budget de la Ville de Kinshasa de l'exercice 2017 (en CDF)

| BUDGETS | RUBRIQUES | RECETTES | DEPENSES |
|---------------------------------|--|---------------------------|---------------------------|
| Budget général | 1. Recettes : | | |
| | 1.1. Recettes courantes | 220.660.301.046,57 | |
| | 1.2. Recettes exceptionnelles | 0,00 | |
| | | 220.660.301.046,57 | |
| | Total recettes du budget général (1) | | |
| | 2. Dépenses : | | |
| | 2.1. Dépenses courantes | | 183.224.958.417,51 |
| | - Dette publique en capital | | 210.239.000,00 |
| | - Frais financier | | 310.176.574,79 |
| | - Dépenses de personnel | | 156.780.827.430,54 |
| - Biens et matériels | | 792.681.995,00 | |
| - Dépenses de prestations | | 5.041.954.152,32 | |
| - Transferts et interventions | | 20.089.079.264,86 | |
| 2.2. Dépenses en capital | | 37.434.742.629,06 | |
| | | 220.659.701.046,57 | |
| | Total dépenses du budget général (2) | | |
| Budgets annexes | 1. Total recettes budgets annexes (3) | 6.040.590.076,77 | |
| | 2. Total dépenses budgets annexes (4) | | 6.038.019.676,71 |
| | | | |

| | | | |
|--|--|---------------------------|---------------------------|
| | TOTAL | 226.700.891.123,34 | 226.697.720.723,28 |
| | <i>Solde positif de Gestion budgétaire tel qu'il ressort de la balance des recettes perçues et des dépenses exécutées =(1+3)-(2+4)</i> | | 3.170.400,06 |
| | Balance | 226.700.891.123,34 | 226.700.891.123,34 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

- ❖ Dès lors, sur base des données présentées par le projet d'édit portant reddition des comptes du Budget de la Ville de Kinshasa pour l'exercice 2017, la Cour des comptes propose à l'Assemblée provinciale d'arrêter, comme suit, l'exécution dudit Budget :

| | | |
|----------------------------|--------------|---------------------------|
| RECETTES TOTALES | : CDF | 226.700.891.123,34 |
| DEPENSES TOTALES | : CDF | 226.697.720.723,28 |
| RESULTAT (EXCEDENT) | : CDF | 3.170.400,06 |

Réaction du Gouvernement provincial

L'Exécutif Provincial ne voit pas en quoi la présentation qu'il a adoptée heurterait l'alinéa 1^{er} de l'article 143 de la LOFIP. En effet, dans ce tableau, l'on retrouve les recettes et les dépenses tant du budget général que celles des budgets annexes ainsi que leurs totaux. Le rapprochement du total des recettes à celui des dépenses dégage l'excédent.

Point de vue de la Cour :

La Cour maintient l'observation car l'article 143 veut qu'il y ait uniquement le résultat découlant de la différence entre les recettes et les dépenses du budget général et des budgets annexes.

CHAPITRE III : ANALYSE DE L'EXECUTION DE L'EDIT BUDGETAIRE N° 0005/2016 DU 31 DECEMBRE 2016

III.1. REALISATION DES RECETTES

La synthèse des recettes budgétaires réalisées en 2017 est donnée dans le tableau n° 11 ci-dessous :

Tableau n° 11 : Synthèse des recettes de l'exercice 2017 (en CDF)

| RUBRIQUES | PREVISIONS | REALISATIONS | TAUX REL. (%) | MOINS-VALUES | PLUS-VALUES | TX MOINS-VALUES (%) |
|---|---------------------------|---------------------------|---------------|---------------------------|-------------------------|---------------------|
| I. BUDGET GENERAL | 372.819.261.405,70 | 220.660.301.046,57 | 59,19 | 152.158.960.359,13 | . | 40,81 |
| I.1. RECETTES COURANTES | 305.815.944.516,70 | 220.660.301.046,57 | 72,15 | 85.155.643.470,13 | . | 27,85 |
| I.1.1. Recettes à caractère national | 232.159.146.059,00 | 160.585.382.914,00 | 69,17 | 71.573.763.145,00 | . | 30,83 |
| Rémunération des services transférés | 175.130.832.646,00 | 145.073.565.196,00 | 82,84 | 30.057.267.450,00 | . | 17,16 |
| Fonctionnement des institutions provinciales | 20.334.227.190,00 | 10.607.431.673,00 | 52,17 | 9.726.795.517,00 | . | 47,83 |
| Subvention aux services déconcentrés | 617.500.000,00 | 0,00 | 0,00 | 617.500.000,00 | . | 100,00 |
| Investissement | 20.178.267.628,00 | 3.629.386.045,00 | 17,99 | 16.548.881.583,00 | . | 82,01 |
| Recettes FONER | 15.898.318.595,00 | 1.275.000.000,00 | 8,02 | 14.623.318.595,00 | . | 91,98 |
| I.1.2. Recettes propres | 73.656.798.457,70 | 60.074.918.132,57 | 81,56 | 13.581.880.325,13 | . | 18,44 |
| I.1.2.1. Recettes fiscales | 24.914.563.291,50 | 30.791.328.293,14 | 123,59 | . | 5.876.765.001,64 | 0,00 |
| Impôt foncier | 3.643.587.931,00 | 3.415.758.074,19 | 93,75 | 227.829.856,81 | . | 6,25 |
| Impôt sur les véhicules | 3.861.424.927,00 | 2.185.833.920,10 | 56,61 | 1.675.591.006,90 | . | 43,39 |
| Impôt sur le revenu locatif | 15.818.107.879,00 | 22.276.899.112,33 | 140,83 | . | 6.458.791.233,33 | 0,00 |
| Avis de mise en recouvrement (AMR) | 1.591.442.554,50 | 2.912.837.186,52 | 183,03 | . | 1.321.394.632,02 | 0,00 |
| I.1.2.2. Recettes non fiscales | 48.742.235.166,20 | 29.283.589.839,43 | 60,08 | 19.458.645.326,77 | . | 39,92 |
| I.1.2.2.1. Impôts et taxes provinciales d'intérêt commun | 15.509.016.256,50 | 15.162.587.977,78 | 97,77 | 346.428.278,72 | . | 2,23 |
| Droits de cons. s/biens produits loc. | 13.800.000.000,00 | 12.953.177.606,55 | 93,86 | 846.822.393,45 | . | 6,14 |
| 20% de 1% du produit de transactions | 117.573.702,00 | 69.481.429,54 | 59,10 | 48.092.272,46 | . | 40,90 |
| AMR1 et AMR2 | 1.591.442.554,50 | 2.139.928.941,69 | 134,46 | . | 548.486.387,19 | 0,00 |
| I.1.2.2.2. Impôts et taxes spécifiques | 33.233.218.909,70 | 14.121.001.861,65 | 42,49 | 19.112.217.048,05 | . | 57,51 |

| | | | | | | |
|---|---------------------------|---------------------------|--------------|---------------------------|---|--------------|
| I.2. RECETTES EXCEPTIONNELLES | 67.003.316.889,00 | 0,00 | 0,00 | 67.003.316.889,00 | . | 100,00 |
| II. RECETTES DES BUDGETS ANNEXES | 39.999.267.579,00 | 6.040.590.076,77 | 15,10 | 33.958.677.502,23 | . | 84,90 |
| TOTAL GENERAL DES RECETTES DE LA VILLE | 412.818.528.984,70 | 226.700.891.123,34 | 54,92 | 186.117.637.861,36 | . | 45,08 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

III.1.1. Recettes du budget général

III.1.1.1. Evolution des réalisations des recettes du budget général

Le tableau n° 12 ci-dessous illustre l'évolution des réalisations des recettes du budget général de 2014 à 2017.

Tableau n° 12 : Evolution des réalisations des recettes du budget général

| Rubriques | 2014 | 2015 | | 2016 | | 2017 | |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------|---------------------------|---------------|---------------------------|-------------|
| | Montant | Montant | Accrois. | Montant | Accrois. | Montant | Accrois. |
| Recettes à caractère national | 19 207 526 568,00 | 33 390 704 278,00 | 73,84 | 155 720 934 245,00 | 366,36 | 160 585 382 914,00 | 3,12 |
| Recettes propres | 39 112 903 462,48 | 45 215 645 348,00 | 15,60 | 51 052 882 861,00 | 12,91 | 60 074 918 132,57 | 17,67 |
| Recettes en capital | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 | |
| Recettes exceptionnelles | 0,00 | 7 000 000 000,00 | | 0,00 | | 0,00 | |
| Total des recettes du budget général | 58 320 430 030,48 | 85 606 349 626,00 | 46,79 | 206 773 817 106,00 | 141,54 | 220 660 301 046,57 | 6,72 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa.

Les recettes du budget général réalisées de 2014 à 2017 ont évolué en dents de scie avec un pic en 2016 par rapport à l'exercice 2014 :

- 2015 : 46,79% ;
- **2016 : 141,54% ;**
- 2017 : 6,72%.

III.1.2. Les recettes des budgets annexes

Les recettes des budgets annexes sont reprises dans le tableau n° 13 ci-après :

Tableau n° 13 : Réalisations des recettes des budgets annexes (en CDF)

| RUBRIQUES | BUDGET | REALISATIONS | ECARTS | TAUX DE REAL. (%) |
|-----------------------------|--------------------------|-------------------------|--------------------------|-------------------|
| Marché Central de Kinshasa | 2 404 386 231,60 | 1 600 715 004,00 | 803 671 227,60 | 66,57 |
| Marché de la Liberté | 2 621 091 940,00 | 1 912 760 009,77 | 708 331 930,23 | 72,98 |
| Marché de Matete | 771 502 032,50 | 447 635 625,00 | 323 866 407,50 | 58,02 |
| Marché Gambela | 561 483 494,80 | 425 400 018,00 | 136 083 476,80 | 75,76 |
| Morgue Centrale de Kinshasa | 495 669 800,00 | 276 620 900,00 | 219 048 900,00 | 55,81 |
| Latrines Publiques | 7 014 450,00 | 6 994 000,00 | 20 450,00 | 99,71 |
| RIMMOKIN | 6 879 413 984,00 | 0,00 | 6 879 413 984,00 | 0,00 |
| RATPK | 25 287 594 184,10 | 1 370 464 520,00 | 23 917 129 664,10 | 5,42 |
| RCPK | 971 111 462,00 | 0,00 | 971 111 462,00 | 0,00 |
| Total | 39 999 267 579,00 | 6 040 590 076,77 | 33 958 677 502,23 | 15,10 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Tableau n° 14 : Evolution des prévisions et réalisations des recettes des budgets annexes

| 2014 | | | 2015 | | |
|-------------------|------------------|-------|-------------------|------------------|-------|
| Prévisions | Réalisations | Tx | Prévisions | Réalisations | Tx |
| 15 493 618 279,00 | 5 815 354 614,30 | 37,53 | 18 731 989 713,00 | 6 715 791 796,00 | 35,85 |

| 2016 | | | 2017 | | |
|-------------------|------------------|-------|-------------------|------------------|-------|
| Prévisions | Réalisations | Tx | Prévisions | Réalisations | Tx |
| 32 603 760 787,00 | 6 232 648 920,00 | 19,12 | 39 999 267 579,00 | 6 040 590 076,77 | 15,10 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Le tableau ci-dessus fait apparaître une décroissance du taux de réalisation des recettes des budgets annexes au cours des exercices 2014 à 2017, respectivement de 37,53%, 35,85%, 19,12% et 15,10%.

Constatations sur les recettes

L'analyse des recettes prévues et réalisées en 2017 par le gouvernement provincial a donné lieu aux principales constatations reprises dans les rubriques et sous rubriques ci-après :

1) Les recettes du Budget général

1. Faible taux de réalisation des recettes du budget général

Sur des prévisions de CDF 372.819.261.405,70 du budget général, l'Exécutif provincial a réalisé un montant de CDF 220.660.301.046,57 soit un taux de réalisation de 59,19% dégageant ainsi une moins-value globale de CDF 164.751.778.342, 58 ou une moins-value réelle de CDF 152.158.960.359, 13 (40,81%).

En termes d'accroissement, les recettes réalisées en 2017 pour le budget général par rapport à celles de l'année antérieure n'ont augmenté que de 6,72%.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Pour justifier ce faible taux, le Gouvernement Provincial allègue le climat politique délétère qui aurait prévalu en 2017 sur la tenue des élections et qui aurait impacté négativement sur le climat des affaires.

Avis de la Cour :

En dépit des efforts fournis dans la réalisation des recettes propres (81,56%), les recettes prévues au Budget constituant le minima obligatoires, la Cour des comptes maintient son observation.

2. Non réalisation de nombreuses recettes prévues

Sur un total de 483 actes prévus dans l'édit budgétaire pour un montant global de **CDF 372.819.261.405,00**, la Cour des comptes constate que **239 actes** totalisant un montant de **CDF 79.186.450.143,41** n'ont pas été recouverts, soit **21,23%**.

Les écoles de Kinshasa sont réparties en pools ou régions (**EPSP/KIN-OUEST, EPSP/KIN-EST et EPSP/KIN-CENTRE**). En ce qui concerne les recettes relatives à la Quotité de trésor urbain sur le minerval des établissements scolaires de ces trois pools, seul KIN/OUEST a fait des réalisations de **CDF 28.839.300, 00** sur des prévisions de **CDF 15.176.250,00**. Il a été ainsi dégagé une plus-value de **CDF 13.663.050, 00**. En dépit des prévisions assignées, les deux autres pools n'ont connu aucune réalisation.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Concernant la quotité de deux Pools précités, l'Exécutif Provincial confirme que les frais ont été bel et bien perçus, mais le versement de la quotité revenant à la Ville s'est effectué largement en retard ; ce qui explique la non-prise en compte de ces recettes dans la comptabilité de l'exercice 2017.

Avis de la Cour :

La Cour des comptes rejette cette justification et fustige le fait que les recettes bien que régulièrement perçues ne soient pas retracées dans la comptabilité de la Ville violant ainsi l'article 192 en son 1^{er} alinéa de la LOFIP.

3. Réalisation des recettes sans prévisions budgétaires

Le budget se définit comme un acte de prévision et d'autorisation. La Cour des comptes constate que la Ville de Kinshasa a réalisé des recettes de **CDF 1 602 248 070,98** sur des actes non préalablement budgétisés. Cette situation viole les dispositions de l'article 140 de la LOFIP qui stipule que seul un édit rectificatif peut, en cours de gestion, modifier certaines dispositions de l'édit budgétaire de l'année.

Réponse du Gouvernement Provincial :

En réponse à l'observation de la Cour, le Gouvernement provincial estime qu'il a respecté l'article 9 de la LOFIP en ce que les réalisations concernées se rapportent à des actes nomenclaturés.

Avis de la Cour :

Bien qu'ayant respecté l'article 9 de la LOFIP, la réalisation de ces recettes nécessitait l'application de l'article 140 de la LOFIP tel qu'évoqué par l'observation.

4. Absence d'imputation budgétaire pour certains actes

La Cour des comptes constate la présence de certains actes sans imputation dans l'Edit budgétaire et le projet d'Edit portant reddition des comptes. A titre illustratif, les recettes relatives à la Notification et à la Prolongation de préavis.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Le Gouvernement provincial a pris acte de cette constatation qu'il justifie par un manque d'attention de la part de ses services techniques.

Avis de la Cour :

La Cour rappelle au Gouvernement provincial les dispositions de l'article 147, alinéa 3, de la LOFIP qui veut que les ressources budgétaires soient distinguées suivant leur nature, conformément à la loi qui en fixe la nomenclature.

Tout en lui faisant remarquer, en outre, que la justification par lui fournie ne le dédouane pas forcément (manque d'attention), vu l'importance de cet instrument de gestion qu'est le budget, lequel peut être considéré à juste titre comme le miroir de l'entité, elle lui recommande, pour l'avenir, de s'assurer que ses services s'acquittent de leurs obligations professionnelles avec plus d'application et d'assiduité. Observation maintenue.

5. Mauvaise présentation des plus-values et moins-values dans le projet d'Edit portant reddition des comptes**Tableau n° 15 : Situation des plus-values et moins-values (selon le Gouv. Prov.)**

| RUBRIQUES | PREVISIONS | REALISATIONS | MOINS-VALUES | PLUS-VALUES |
|--------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|------------------|
| I. Budget général | 372 819 261 405,70 | 220 660 301 046,57 | 152 157 960 358,43 | 0,00 |
| I.1.Rec. À car. Nat | 232 159 146 059,00 | 160 585 382 914,00 | 71 573 763 145,00 | 0,00 |
| I.2.Rec. Propres | 73 656 798 457,70 | 60 074 918 132,57 | 13 580 880 324,43 | 0,00 |
| I.2.1. Rec. Fisc. | 26 506 005 846,00 | 30 791 328 293,14 | 0,00 | 4 285 322 447,14 |
| I.2.2. Rec. Non fisc. | 47 149 792 611,00 | 29 283 589 839,43 | 17 866 202 771,57 | 0,00 |
| I.2.2.1. Taxes Int.C | 15 509 016 256,50 | 15 162 587 977,78 | 0,00 | -346 428 278,72 |
| I.2.2.2. Taxes Spec. | 33 233 218 909,70 | 14 121 001 861,65 | 19 105 908 606,05 | 0,00 |
| I.3. Recettes Excep. | 67 003 316 889,00 | 0,00 | 67 003 316 889,00 | 0,00 |
| Budgets Annexes | 39 999 267 579,00 | 6 040 590 076,77 | 33 958 677 502,23 | 0,00 |
| Total Gén. Ville | 412 818 528 984,70 | 226 700 891 123,34 | 186 116 637 860,66 | 0,00 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Tableau n° 16 : Situation des plus-values et moins-values réexécutée par la Cour des comptes

| RUBRIQUES | PREVISIONS | REALISATIONS | MOINS-VALUES | PLUS-VALUES |
|--------------------------|---------------------------|---------------------------|---------------------------|--------------------------|
| I. Budget général | 372 819 261 405,70 | 220 660 301 046,57 | 164 751 778 342,58 | 12 592 817 983,45 |
| I.1.Rec. À car. Nat | 232 159 146 059,00 | 160 585 382 914,00 | 71 573 763 145,00 | 0,00 |
| I.2.Rec. Propres | 73 656 798 457,70 | 60 074 918 132,57 | 26 174 698 308,58 | 12 592 817 983,45 |
| I.2.1. Rec. Fisc. | 24 914 563 291,50 | 30 791 328 293,14 | 1 903 420 863,71 | 7 780 185 865,35 |
| I.2.2. Rec. Non fisc. | 48 742 235 166,20 | 29 283 589 839,43 | 24 271 277 444,87 | 4 812 632 118,10 |
| I.2.2.1. Taxes Int. C | 15 509 016 256,50 | 15 162 587 977,78 | 894 914 665,91 | 548 486 387,19 |
| I.2.2.2. Taxes Spéc. | 33 233 218 909,70 | 14 121 001 861,65 | 23 376 362 778,96 | 4 264 145 730,91 |
| I.3. Recettes Exc. | 67 003 316 889,00 | 0,00 | 67 003 316 889,00 | 0,00 |
| Budgets Ann. | 39 999 267 579,00 | 6 040 590 076,77 | 34 233 833 450,40 | 275 155 948,17 |
| Tot. Gén. Ville | 412 818 528 984,70 | 226 700 891 123,34 | 198 985 611 792,98 | 12 867 973 931,62 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Le Gouvernement provincial a pris acte et promet de prendre des dispositions dans l'avenir.

Avis de la Cour :

L'observation est maintenue.

6. Discordance entre les données de l'Edit budgétaire de l'année et celles du projet d'Edit portant reddition des comptes.

Il ressort des documents examinés que les recettes prévues au cours de l'exercice budgétaire 2017 divergent selon les sources dans lesquelles elles figurent : Edit budgétaire 2017, projet d'Edit portant Reddition des comptes 2017.

La Cour constate un manque de transcription fidèle de nombreuses données de l'Edit budgétaire dans le projet d'Edit portant reddition des comptes.

A titre illustratif :

- ❖ Ministère provincial de l'Education, Environnement, Communication et Genre, la Division urbaine de l'Environnement/Lukunga :
 - CDF 1.000.000,00 : Dans:
 - ✓ Edit budgétaire : Taxe d'abattage de la Division urbaine de l'Environnement/Lukunga
 - ✓ Projet d'Edit portant reddition des comptes : Taxe d'assainissement d'enlèvement des immondices.
 - CDF 15.002.450,00
 - ✓ Edit budgétaire : Taxe d'assainissement d'enlèvement d'immondices et ordures ménagères
 - ✓ Projet d'Edit portant reddition des comptes : Taxe de mise sur le marché des matières biodégradables.
 - CDF 486.524.050,00
 - ✓ Edit budgétaire : Taxe de mise sur le marché des matières biodégradables
 - ✓ Projet d'Edit portant reddition des comptes : Taxe sur permis de chasse ; non prévue car il n'y a même pas d'imputation.

A la Division urbaine de l'Environnement/Lukunga, l'Edit budgétaire a prévu **CDF 1.269.656.382,00**. Le projet d'Edit portant reddition des comptes renseigne un montant de **CDF.1.274.656.381,60** avec un écart de **CDF.5.000.000,00** et par voie de conséquence le total pour le ministère provincial de l'Education, l'Environnement, Conservation de la Nature, Communication et Média, l'édit donne CDF **3.635.251.927,00** pendant que dans le projet de reddition c'est CDF **3.640.251.926,70**.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Le Gouvernement provincial a pris acte de l'observation tout en promettant des améliorations dans l'avenir.

Avis de la Cour :

La Cour des comptes maintient l'observation.

7. Dépendance de la Ville des recettes à caractère national

La Cour des comptes constate une forte dépendance de la Ville des recettes à caractère national.

Prévues à hauteur de CDF 232.159.146059,00, les réalisations des recettes à caractère national ont été de CDF 160.585.882.914,00, soit un taux de 69,17%.

La part de ces recettes au budget général était de 72,78% et au budget total de la ville 70,84%.

Réponse du Gouvernement Provincial :

La situation actuelle des finances publiques de la RDC explique cette forte dépendance de toutes les provinces vis-à-vis de la part des recettes à caractère national. Le Gouvernement provincial soutient que seule la restructuration du cadre général des finances publiques apportera une réponse à ce constat.

Avis de la Cour :

La situation actuelle des finances publiques de la RDC ne dédouane pas l'Exécutif provincial de l'effort de mobilisation des recettes propres. L'observation est maintenue.

8. Importantes moins-values dans certaines recettes fiscales

De manière globale, les recettes fiscales ont dégagé une plus-value de CDF 7.780.185.865,35. Toutefois, s'agissant de l'impôt sur le véhicule et de l'impôt foncier, il a été constaté des moins-values respectives de CDF 1.675.591.006,90 et de CDF 227.829.856,81.

Ces deux types d'impôt sont ceux qui devraient préoccuper les plus les services urbains de recouvrement en raison de leur importance dans la ville de Kinshasa.

La Cour aimerait connaître les raisons pour lesquelles les efforts n'ont pas été entrepris pour leur perception.

9. Mauvaise classification des actes générateurs des recettes

Le total de prévisions des recettes non fiscales est de CDF 48.742.235.166,20 et non CDF 47.149.792.611,00 tel que communiqué par la Ville. Cette différence provient de la prise en compte d'un montant de CDF 117.573.702,00 relevant des recettes spécifiques au titre des produits de transaction de l'or et du diamant

d'exploitation artisanale de la Division des mines dans la rubrique « impôts et taxes provinciaux d'intérêt commun ».

10. Contradiction des chiffres communiqués au titre des taxes spécifiques dans le projet d'Edit portant reddition des comptes

Tableau n° 17 : Situation des taxes spécifiques dans le projet d'Edit/ReddCptes

| Rubrique | Projet d'Edit portant Reddition des comptes | | Cour des comptes (Réexécution) Pages 29-60 |
|-------------------|---|-------------------|--|
| | Page 25 | Page 60 | |
| Taxes spécifiques | 33.232.218.909,00 | 33.226.910.467,70 | 33.233.218.909,70 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Réponse du Gouvernement Provincial : Aucune

Avis de la Cour : Observation maintenue

11. Aucune réalisation des recettes exceptionnelles notées

La Cour constate l'importance des recettes exceptionnelles de l'ordre de CDF 67.003.316.889,00 qui représentent 16,23% du Budget de la ville. Ces recettes n'ont pas été réalisées.

Réponse du Gouvernement Provincial :

A cette observation, la Ville Province de Kinshasa reconnaît avoir inscrit ces recettes exceptionnelles à son budget par le fait que la République Sud-Africaine qui devait financer ces ressources avait exigé leur inscription au budget de la ville.

Malheureusement, pour des raisons indépendantes du Gouvernement National par rapport au refus de donner sa garantie, ce financement n'as pas été débloqué.

Avis de la Cour :

Au terme des articles 147 et 148 de la LOFIP, la seul ressource exceptionnelle de la province qui est garantie par le Pouvoir Central et constituée des emprunts.

La province aurait dû requérir cette autorisation du Gouvernement Central avant d'inscrire ce projet de financement à son budget.

Elle ne pouvait pas s'engager puis chercher la garantie du Pouvoir Central après.

La Cour maintien son observation.

2) Les recettes des budgets annexes

1. Faible taux de réalisation des recettes

Les budgets annexes pris globalement présentent des réalisations de CDF 6.040.590.076,77 sur des prévisions de CDF 39.999.267.579,00 ; soit un taux de réalisation de 15,10%.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Le Gouvernement provincial évoque le contexte économique national non propice au climat des affaires ; des facteurs endogènes et exogènes ont perturbé la gestion de plusieurs services émergeant aux budgets annexes de la Ville (meurtre d'un administrateur de marché, disparition des pièces comptables,...).

Avis de la Cour :

La Cour rappelle que les recettes projetées dans l'Edit budgétaire constituent des minima obligatoires à percevoir par les services mobilisateurs.

La contre-performance est constatée par un taux de réalisation inférieur à 100% ; ce qui est le cas pour tous les budgets annexes de la Ville de Kinshasa.

La Cour maintient son observation.

2. Non réalisation des recettes de la RIMMOKIN et de la RCPK

Un montant de CDF 7.850.525.446,00 prévu mais non réalisé représentait les recettes de :

| | | |
|------------|-------|------------------|
| - RIMMOKIN | : CDF | 6.879.413.984,00 |
| - RCPK | : CDF | 971.111.462,00 |

Réponse du Gouvernement Provincial :

Les deux établissements n'attendent que leur liquidation pour une suppression totale dans le lot des services émergeant au budget annexe de la ville à cause de l'inexistence des immobiliers pour le premier et le non versement de la subvention pour le second.

Avis de la Cour :

La Cour des comptes lève l'observation pour le premier établissement, mais la maintient pour le second car la situation de FONAK qui a remplacé la RCPK n'est pas retracée.

3. Discordances entre les données fournies par la Morgue centrale de Kinshasa et celles contenues dans le projet d'Edit portant reddition des comptes

Tableau n° 18 : Recettes réalisées par la Morgue Centrale de Kinshasa/Discordances

| Nature Economique | Morgue | Projet d'Edit/Redd cptes | Ecart |
|-----------------------------------|-----------------------|---------------------------------|---------------|
| Conservation des corps | 68 963 000,00 | 62 400 393,00 | 6 562 607,00 |
| Produit encaissé sur vente formol | 134 496 550,00 | 139 785 950,00 | -5 289 400,00 |
| Acte d'embaumement | 36 523 350,00 | 37 289 557,00 | -766 207,00 |
| Toilette mortuaire et M.B. | 34 714 000,00 | 34 812 500,00 | -98 500,00 |
| Recettes diverses | 1 924 000,00 | 2 332 500,00 | -408 500,00 |
| Total | 276 620 900,00 | 276 620 900,00 | |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Le Gouvernement provincial parle des travaux de la reddition des comptes au cours desquels la Morgue Centrale de Kinshasa ne prend pas part et lesquels travaux procèdent à certains rectificatifs qui peuvent occasionner des ajustements d'imputations.

Avis de la Cour :

La Cour voit, dans la réponse du Gouvernement provincial, un aveu de tripatouillage des données reçues des services du budget annexe. La Cour a obtenu ces renseignements des services de la Morgue centrale, lesquelles données divergent de celles communiquées par le Gouvernement provincial dans sa reddition des comptes.

III.2. EXECUTION DES DEPENSES

La synthèse des dépenses budgétaires exécutées en 2017 est donnée dans le tableau n° 18 ci-dessous :

Tableau n° 18 : Synthèse des dépenses de l'exercice 2017 (en CDF)

| RUBRIQUES | PREVISIONS | PART REL. (%) | EXECUTIONS | TAUX D'EXEC. (%) | DISPONIBLES |
|--|---------------------------|---------------|---------------------------|------------------|---------------------------|
| I. BUDGET GENERAL | 372.818.261.405,00 | 90,31 | 220.659.701.046,57 | 59,19 | 152.158.560.358,43 |
| I.1. DEPENSES COURANTES | 249.377.554.510,00 | 60,41 | 183.224.958.417,51 | 73,47 | 66.152.596.092,49 |
| Dettes intérieures | 4.207.852.570,50 | 1,02 | 210.239.000,00 | 5,00 | 3.997.613.570,50 |
| Frais financiers | 409.500.000,45 | 0,10 | 310.176.574,79 | 75,75 | 99.323.425,66 |
| Dépenses du personnel | 192.601.573.437,70 | 46,66 | 156.780.827.430,54 | 81,40 | 35.820.746.007,16 |
| Dépenses biens et matériels | 2.125.277.389,30 | 0,51 | 792.681.995,00 | 37,30 | 1.332.595.394,30 |
| Dépenses des prestations | 8.246.519.828,03 | 2,00 | 5.041.954.152,32 | 61,14 | 3.204.565.675,71 |
| Transferts et interventions de la Province | 41.786.831.284,02 | 10,12 | 20.089.079.264,86 | 48,08 | 21.697.752.019,16 |
| I.2. DEPENSES EN CAPITAL | 123.440.706.895,00 | 29,90 | 37.434.742.629,06 | 30,33 | 86.005.964.265,94 |
| Equipements | - | - | - | - | - |
| Construction,... | - | - | - | - | - |
| II. DEPENSES DES BUDGETS ANNEXES | 39.999.267.579,00 | 9,69 | 6.038.009.676,71 | 15,10 | 33.961.257.902,29 |
| II.1. DEPENSES COURANTES | 30.683.663.480,70 | 7,43 | 5.773.859.245,71 | 18,82 | 24.909.804.234,99 |
| Marché Central de Kinshasa | 2.252.266.525,00 | 0,55 | 1.497.594.093,00 | 66,49 | 754.672.432,00 |
| Marché de la Liberté | 2.435.224.367,00 | 0,59 | 1.882.051.265,71 | 77,28 | 553.173.101,29 |
| Marché Matete | 735.623.220,80 | 0,18 | 429.070.533,00 | 58,33 | 306.552.687,80 |
| Marché Gambela | 541.862.226,80 | 0,13 | 414.379.464,00 | 76,47 | 127.482.762,80 |
| Morgue Centrale | 475.248.200,00 | 0,12 | 276.340.900,00 | 58,15 | 198.907.300,00 |
| Latrines publiques | 7.014.450,00 | 0,00 | 6.994.000,00 | 99,71 | 20.450,00 |
| RATPK | 19.332.164.385,10 | 4,68 | 1.267.428.990,00 | 6,56 | 18.064.735.395,10 |
| RCPK | 971.111.462,00 | 0,24 | 0,00 | 0,00 | 971.111.462,00 |
| RIMMOKIN | 3.933.148.644,00 | 0,95 | 0,00 | 0,00 | 3.933.148.644,00 |
| II.2. DEPENSES EN CAPITAL | 9.315.604.098,30 | 2,26 | 264.150.431,00 | 2,84 | 9.051.453.667,30 |

| | | | | | |
|---|---------------------------|------------|---------------------------|--------------|---------------------------|
| Marché Central de Kinshasa | 152.119.706,60 | 0,04 | 101.585.000,00 | 66,78 | 50.534.706,60 |
| Marché de la Liberté | 185.867.573,00 | 0,05 | 29.664.255,00 | 15,96 | 156.203.318,00 |
| Marché Matete | 35.878.811,70 | 0,01 | 18.565.092,00 | 51,74 | 17.313.719,70 |
| Marché Gambela | 19.621.268,00 | 0,00 | 11.020.554,00 | 56,17 | 8.600.714,00 |
| Morgue Centrale | 20.421.600,00 | 0,00 | 280.000,00 | 1,37 | 20.141.600,00 |
| Latrines publiques | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| RATPK | 5.955.429.799,00 | 1,44 | 103.035.530,00 | 1,73 | 5.852.394.269,00 |
| RCPK | 0,00 | 0,00 | 0,00 | - | 0,00 |
| RIMMOKIN | 2.946.265.340,00 | 0,71 | 0,00 | 0,00 | 2.946.265.340,00 |
| TOTAL GENERAL DES DEPENSES DE LA VILLE | 412.817.528.984,00 | 100 | 226.697.710.723,28 | 54,91 | 186.119.818.260,72 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Constatations sur les dépenses

L'analyse des dépenses prévues et exécutées en 2017 par le Gouvernement provincial a donné lieu aux principales constatations reprises dans les rubriques et sous rubriques ci-après :

1) Les dépenses du Budget général

1. Divergence des montants des dépenses courantes

Les montants des dépenses courantes en nature différent de ceux par destination en prévision et en exécution. (voir Tableau ci-dessous).

Tableau n° 14 : Divergence des montants des dépenses courantes

| | Prévisions | Exécutions | Sources |
|--------------------------|--------------------|--------------------|----------------------------|
| Dépenses par nature | 249 377 554 410,00 | 183 224 958 416,32 | Projet EDIT Reddition/Dur |
| Dépenses par destination | 249 328 961 539,00 | 38 124 772 590,37 | Projet EDIT Reddition/Soft |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Le Gouvernement provincial évoque encore l'erreur matérielle et d'inattention lors des travaux de reddition des comptes.

Avis de la Cour :

L'observation est maintenue.

2. Discordances des chiffres

Discordance des chiffres sur les prévisions des dépenses courantes entre les données de l'Edit budgétaire et celles du projet d'Edit portant Reddition des comptes, comme repris au tableau ci-après :

Tableau n° 19 : Discordances des chiffres sur les prévisions des dépenses courantes

| N° | Nature de la Dépense | Prévisions /Budget (1) | Prévisions/ Reddition (2) | Ecart (2)- (1) |
|----|-----------------------------|------------------------|---------------------------|----------------|
| 01 | PRESTATIONS | 8 197 926 858,03 | 8 246 519818,03 | 48 592 960,00 |
| 02 | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS | 41 805 424 055,11 | 41 786 831 284,02 | -18 592 771,00 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Aucune réaction de la part l'Exécutif Provincial.

Avis de la Cour :

Observation maintenue.

3. Dépenses prévues mais non exécutées

Onze (11) dépenses n'ont pas été exécutées pour un montant total de **CDF 3 036 225 669,00** comme l'illustre le tableau ci-après :

Tableau n° 20 : Dépenses prévues mais non exécutées

| TITRE | NATURE ECONOMIQUE | MONTANT | NOMBRE |
|-----------------------------|--|--------------------------|--------|
| Dettes Publiques | - Dette Financière | 551 078 154,00 | 1 |
| | S/TOTAL | 551 078 154,00 | |
| Frais financiers | | - | - |
| Personnel | - Indemnité de fin de carrière | 1 366 872 000,00 | 2 |
| | - Frais d'installation ou d'équipement | 106 318 448,00 | |
| | S/TOTAL | 1 473 190 448,00 | |
| Biens Matériels | - Vaccin matériels d'inoculation | 4 293 852 ,51 | 2 |
| | - Produits médicaux pharmaceutiques | 65 555 000,00 | |
| | S/TOTAL | 69 848 852,50 | |
| Prestations | - Soins Vétérinaires | 8 704 164,00 | 3 |
| | - Entretien, décoration et réparation Edifices | 12 000 000,00 | |
| | - Entretien d'ouvrages hydroélectriques, infrastructures | 4 122 098,40 | |
| | S/TOTAL | 24 826 262,40 | |
| Transferts et Interventions | - Subventions aux budgets annexes | 279 659 331,14 | 3 |
| | - Subvention à des Tiers | 20 122 621,00 | |
| | - Transferts aux services déconcentrés | 617 500 000,00 | |
| | S/TOTAL | 917 281 952 ,00 | |
| TOTAL GENERAL | | 3 036 225 669 ,00 | 11 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

4. Sous-consommation des crédits

Le tableau n° 21 ci-dessous montre que quatre (4) Ministères/Services ont connu une sous-consommation des crédits. Il s'agit de :

Tableau n° 21 : Sous-consommation des crédits

| N° | RUBRIQUE | PREVISIONS | EXECUTIONS | TAUX (en %) |
|----|--|--------------------|------------------|-------------|
| 1 | Min Provincial de l'Education | 464 098 080,00 | 67 928 785,00 | 14,60 |
| 2 | Min Provincial des Affaires Foncières | 241 570 373,00 | 14 525 000,00 | 6,00 |
| 3 | Min Provincial de la Fonction Publique | 175 928 283 706,80 | 4 104 623 572,70 | 2,30 |
| 4 | Inspection des Services | 335 275 564,39 | 54 384 000,00 | 16,20 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Par rapport aux deux observations ci-dessus (3 et 4) :

Réponse du Gouvernement Provincial :

Pour le Gouvernement provincial, deux raisons justifient ces constatations : d'une part, le principe selon lequel l'inscription d'une dépense au budget ne constitue qu'une faculté de dépenser et non une obligation de le faire et, d'autre part, la réalisation non satisfaisante des recettes appelées à couvrir les dépenses.

Avis de la Cour :

Tout en prenant acte de cette réaction, la Cour note toutefois que loin d'être un instrument isolé et purement formaliste de gestion, le budget est en réalité la traduction chiffrée d'un programme (censé être cohérent) dont les actions correspondantes à la tranche annuelle sont traduites en termes chiffrés dans un Edit budgétaire. De ce fait, bien qu'étant, par principe, une simple faculté, l'exécution des dépenses inscrites au budget n'en impacte pas moins sur la performance de l'entité, conformément à l'esprit de la LOFIP qui prône une pratique orientée vers une obligation de résultats pour la réalisation des objectifs de développement.

5. Faible taux d'exécution de la Dette publique en capital (soit 5%).

La Cour des comptes relève la faible exécution de la dette publique en capital qui se situe à 5%, soit des paiements de **CDF 210 239 000,00** sur des prévisions de **CDF 4 207 852 570,50**.

En outre, elle réitère ses observations sur l'application de l'article 180 point 6 de la LOFIP qui stipule, « sont annexés au Projet d'Edit ou de Décision portant reddition des comptes et qui en font partie intégrante, les documents ci-après :

La situation de la dette publique interne, arrêtée au dernier jour de l'exercice écoulé, montrant pour chaque élément de la dette, le capital emprunté, l'encours au premier et au dernier jour de l'exercice, le service de la dette ».

Réponse du Gouvernement Provincial :

Aucune réaction de la part l'Exécutif Provincial.

Avis de la Cour :

Observation maintenue.

6. Variations anormales des prévisions des dépenses du personnel et celles des transferts et interventions de 2014 à 2017.

Tableau n° 22 : Variations anormales des prévisions des dépenses du personnel et celles des transferts et interventions de 2014 à 2017

| RUBRIQUES | 2014 | 2015 | Tx de Var | 2016 | Tx de Var | 2017 | Tx de Var |
|-------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|---------------|---------------------------|---------------|
| | MONTANT | MONTANT | | MONTANT | | MONTANT | |
| 1. Dette Intérieure | 8 085 854 490,00 | 9 902 884 578,00 | 22,47 | 7 192 910 379,00 | -27,37 | 4 207 852 570,50 | -41,50 |
| 2. Frais financiers | 1 830 000 000,00 | 2 780 000 000,00 | 51,91 | 700 000 000,00 | -74,82 | 409 500 000,45 | -41,50 |
| 3. Dépenses de personnel | 22 004 431 787,00 | 18 541 558 977,79 | -15,74 | 168 163 848 397,00 | 806,96 | 192 601 573 437,70 | 14,53 |
| 4. Biens et matériels | 3 353 849 888,00 | 3 852 660 618,75 | 14,87 | 4 132 791 163,00 | 7,27 | 2 125 277 389,30 | -48,58 |
| 5. Dépenses de prestations | 11 748 910 527,00 | 12 405 989 465,00 | 5,59 | 13 560 754 212,00 | 9,31 | 8 246 519 828,03 | -39,19 |
| 6. Transfert et interventions | 44 127 289 546,00 | 44 431 638 498,26 | 0,69 | 97 353 160 110,00 | 119,11 | 41 786 831 284,02 | -57,08 |
| TOTAL | 91 150 336 238,00 | 91 914 732 137,80 | 0,84 | 291 103 464 261,00 | 216,71 | 249 377 554 510,00 | -14,33 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

7. Variations anormales de l'exécution des dépenses du personnel et celles des transferts et interventions de 2014 à 2017

Tableau n° 23 : Variations anormales de l'exécution des dépenses du personnel et celles des transferts et interventions de 2014 à 2017

| RUBRIQUES | 2014 | 2015 | Tx de Var. | 2016 | Tx de Var | 2017 | Tx de Var. |
|--------------------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------|---------------------------|---------------|---------------------------|-------------|
| | MONTANT | MONTANT | | MONTANT | | MONTANT | |
| 1. Dotation Assemblée de Kinshasa | | | | | | | |
| 2. Dette Intérieure | 850 449 860,00 | 665 820 000,00 | -21,71 | 502 973 700,00 | -24,46 | 210 239 000,00 | -58,20 |
| 3. Frais financiers | 1 028 658 108,87 | 475 833 360,17 | -53,74 | 519 866 119,00 | 9,25 | 310 176 574,79 | -40,34 |
| 4. Dépenses de personnel | 8 176 507 956,40 | 8 717 357 574,52 | 6,61 | 5 662 024 085,00 | -35,05 | 156 780 827 430,54 | 2668,99 |
| 5. Biens et matériels | 1 822 323 704,12 | 1 017 139 531,00 | -44,18 | 1 008 750 246,00 | -0,82 | 792 681 995,00 | -21,42 |
| 3. Dépenses de prestations | 6 741 599 491,00 | 5 345 066 042,00 | -20,72 | 7 556 038 262,00 | 41,36 | 5 041 954 152,32 | -33,27 |
| 7. Transfert et interventions | 15 378 959 343,75 | 19 686 847 079,71 | 28,01 | 153 954 449 092,00 | 682,02 | 20 089 079 264,86 | -86,95 |
| 8. Rémunérés des services transférés | 0 | 0 | | | | | |
| 9. Subv aux Servi décon | | 0 | | | | | |
| TOTAL | 33 998 498 464,14 | 35 908 063 587,40 | 5,62 | 169 204 101 504,00 | 371,21 | 183 224 958 417,51 | 8,29 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Réponse du Gouvernement Provincial :

C'est depuis 2016 que l'Exécutif provincial a commencé à intégrer les dépenses de rémunération des charges transférées exécutée par le Gouvernement Central. Cette intégration a concerné également les dépenses de l'Assemblée Provinciale et la rétrocession aux ETD ainsi que les services d'assiette. Ce qui justifie ces variations.

Avis de la Cour :

La Cour aimerait apporter la précision suivante :

- *Conformément à la Constitution, les rémunérations des charges transférées (et les dépenses de transfert aux Assemblées provinciales) sont de la compétence des Gouvernements provinciaux. Elles doivent, de ce fait, être intégrées dans les budgets des provinces ;*
- *En ce qui concerne les transferts (rétrocessions) aux ETDs, transférés directement aux entités concernées par le Pouvoir Central, ils doivent être intégrés dans les budgets de ces entités et non dans ceux des Gouvernements provinciaux, et ce, en vertu du principe de la décentralisation et, notamment, conformément à l'article 104 de la Loi organique n° 08/016 du 07 octobre 2008 portant composition, organisation et fonctionnement des Entités Territoriales Décentralisées et leurs rapport avec l'Etat et les Provinces qui stipule que les finances des ETD sont distinctes de celles de la Province ;*
- *Quant à la rétrocession aux services d'administrations financières et service d'assiette, elles consistent en la rétribution ou motivation de ces services en vue de leur permettre d'améliorer leurs performances en matière de mobilisation des recettes. Cette rétrocession (article 6-6426) n'est donc pas à confondre avec les transferts (rétrocessions) consacrés par la Constitution et alloués par le Pouvoir Central à raison de 40%.*

2) Les dépenses en capital

A. Evolution de l'exécution des dépenses en capital de 2014 à 2017

Tableau n° 24 : Evolution de l'exécution des dépenses en capital de 2014 à 2017 (en %)

| Rubriques | 2014 | 2015 | | 2016 | | 2017 | |
|------------------------------|-----------------------|-----------------------|---------------|-----------------------|---------------|--------------------------|--------------|
| | | Montants | Var. (%) | Montants | Var. (%) | Montant | Var. (%) |
| Equipements | 431.256.963 | 2.774.532.580 | 543,36 | 5.199.657.916 | 87,40 | | |
| Construction/ réhabilitation | 16.938.326.282 | 40.248.447.010 | 137,62 | 32.369.976.686 | -19,57 | | |
| Total | 17.369.583.245 | 43.022.979.590 | 147,69 | 37.569.634.602 | -12,68 | 37.434.742.629,06 | -0,36 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

NB : Etant donné que certains projets sont à reclasser et vu les lacunes de l'Edit budgétaire, les cases vides ne pourront être remplies qu'à l'issue de l'entrevue avec l'entité.

B. La gestion des projets d'investissement

La situation des 84 projets d'investissement retracés dans le projet d'Edit portant reddition des comptes pour l'exercice 2017 se présente de la manière suivante :

| | | |
|---|---|---|
| Projets financés totalement (c.-à-d. à 100 %) | : | Aucun |
| Projets financés partiellement | : | 09, dont 03 d'équipement et 04 de construction/réhabilitation et 02 à reclasser |
| Projets financés en dépassement des crédits | : | 04, dont 01 d'équipement et 03 de construction/réhabilitation |
| Projets non financés | : | 65, dont 11 en Equipements et 41 en Construction/réhabilitation et 13 à reclasser |
| Projets non budgétisés | : | 06 |

Tableau n° 25 : Gestion des projets d'investissement (répartition par administration)

| N° | CODES | SECTEUR | Equip. | Constr° | Total projets | Exécutés part. | Exécutés totalement | Exécutés avec dépassement | Non exécutés |
|------------------------------|-------|------------------------------------|-----------|-----------|---------------|----------------|---------------------|---------------------------|--------------|
| 03 | 25400 | MINISTERE PROVINCIAL /POPULATION | 01 | - | 1 | 1 | - | - | |
| 04 | 32400 | MINISTERE PROVINCIAL /PLAN | 02 | 21 | 23 | 4 | - | 04 | 15 |
| 05 | 38400 | MINISTERE PROVINCIAL /EDUCATION | 02 | 17 | 19 | 2 | - | - | 17 |
| 06 | 29400 | MINISTERE PROVINCIAL /FINANCES | 05 | - | 05 | 2 | - | - | 03 |
| 07 | 44400 | MINISTERE PROVINCIAL /AGRICULTURE | 02 | 11 | 13 | - | - | 01 | 11 |
| 08 | 51400 | MINISTERE PROVINCIAL /MINES | 02 | - | 2 | - | - | - | 02 |
| 09 | 37400 | MINISTERE PROVINCIAL /SANTE | 04 | 10 | 14 | - | - | - | 14 |
| 10 | 55400 | MINISTERE PROV. /AFFAIRES FONCIERE | 3 | - | 3 | - | - | - | 3 |
| 11 | 60400 | MINISTERE PROVINCIAL /TRANSPORTS | 2 | - | 2 | - | - | - | 2 |
| 12 | 61400 | MINISTERE PROV. /FONCTION PUBL. | - | - | | - | - | - | - |
| 13 | 21405 | SECRETARIAT EXECUTIF | 1 | - | 1 | - | - | - | 1 |
| 14 | 25407 | INSPECTION PROV. DES SERVICES | 1 | - | 1 | - | - | - | 1 |
| TOTAL INVESTISSEMENTS | | | 25 | 59 | 84 | 09 | - | 05 | 69 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Constatations sur les dépenses en capital

1. Divergences et non-conformité des données des prévisions budgétaires

Il ressort des documents examinés que les données des prévisions des dépenses d'investissement exécutées au cours de l'exercice budgétaire 2017 divergent selon les sources dans lesquelles elles figurent : Edit budgétaire 2017, projet d'Edit portant Reddition des comptes 2017, Loi de Finances 2017.

A titre illustratif :

Tableau n° 26 : Divergences des données des prévisions budgétaires

| Projets d'Investissement/Ecart Edit et Projet | | | | |
|---|---------------------------|---------------------------|--------------------------|-------------------|
| Service /Ministère | Edit | Projet | Ecart | Part relative (%) |
| 1. Population | 6 123 266 396,00 | 5 524 804 279,00 | 598 462 117,00 | 4,96 |
| 2. Plan | 55 091 920 031,00 | 56 328 632 082,00 | -1 236 712 051,00 | 44,63 |
| 3. Education | 8 571 257 875,00 | 14 650 540 915,00 | -6 079 283 040,00 | 6,94 |
| 4. Agriculture | 7 788 249 111,32 | 6 986 807 578,00 | 801 441 533,32 | 6,31 |
| 5. Transport | 2 999 048 130,77 | 604 949 779,00 | 2 394 098 351,77 | 2,43 |
| 6. Finances | 26 997 438 583,12 | 36 879 690 744,00 | -9 882 252 160,88 | 21,87 |
| 7. Affaires foncières | 3 120 808 798,70 | 3 120 805 798,70 | 3 000,00 | 2,53 |
| 8. Santé | 7 669 445 027,33 | 1 572 405 068,00 | 6 097 039 959,33 | 6,21 |
| 9. Fonction publique | 4 318 418 065,16 | 166 444 065,00 | 4 151 974 000,16 | 3,50 |
| 10. Mines | 722 814 982,89 | 426 074 983,00 | 296 739 999,89 | 0,59 |
| 11. Cabinet Gouvernement | 25 361 929,00 | | 25 361 929,00 | 0,02 |
| 12. Secrétariat Exécutif | 6 340 482,31 | 6 340 482,31 | 0,00 | 0,01 |
| 13. Inspection des services | 6 340 482,31 | 6 340 482,31 | 0,00 | 0,01 |
| TOTAL | 123 440 709 894,91 | 126 273 836 256,32 | -2 833 126 361,41 | 100,00 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Pour le Gouvernement provincial, ces divergences relèvent des erreurs de transcription et entrent dans le même lot que celles de recettes. Il prend acte de l'observation.

Avis de la Cour :

La Cour des comptes est préoccupée par la récurrence, de la part des services du Gouvernement provincial, de ces fautes d'inattention dans les documents soumis à son examen par l'Exécutif de la Ville-Province de Kinshasa.

Elle fait remarquer que ces fautes qui se traduisent par des contradictions, des omissions, des discordances et autres confusions, altèrent la qualité du travail produit et induisent une sorte d'incurie lors de l'élaboration des différents documents.

S'agissant spécifiquement de la constatation sous examen, la Cour attire l'attention du Gouvernement provincial sur le fait qu'il ne s'agit pas de simples « erreurs de transcription », mais de graves divergences de données.

2. Non-respect du principe de spécialité budgétaire (Article 8 de la LOFIP)

L'analyse de la conformité des prévisions budgétaires à la nomenclature et à la Lofip laisse apparaître **le non-respect du principe de spécialité budgétaire qui se traduit par une** budgétisation lacunaire de certaines prévisions. Ces lacunes se traduisent, entre autres, par les constatations suivantes :

- L'absence d'indication d'imputations de bon nombre de projets, rendant difficile tout retracement des dépenses par nature et, par conséquent, toute spécialisation par nature conforme à la nomenclature budgétaire ;
- La budgétisation des dépenses courantes dans les dépenses d'investissement. Cas des dépenses ci-après, qui relèvent du titre 6, relatif aux transferts et interventions (dépenses courantes ou de fonctionnement) :

Tableau n° 27 :

| Imputation | Libellé | Montant |
|------------|---|----------------|
| 66431 | Suivi des activités industrielles | 50.000.000,00 |
| 66431 | Promotion du secteur des PME | 12.409.896,00 |
| 66431 | Amélioration du secteur de transport | 308.209.779,00 |
| 66431 | Amélioration de la gestion de la Ville de Kinshasa et des condit ^o de travail des services urbains | 74.676.000,00 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

- Confusion des rubriques budgétaires :
 - ✓ Construction et réhabilitation des bâtiments des services urbains » (imputations 82321 et 82331) ;
 - ✓ Acquisition des mobiliers des bureaux et matériels informatiques (Imputations 72411 et 72412).

Réponse du Gouvernement Provincial :

L'absence d'une imputation n'altère pas totalement la nature d'une opération.

Avis de la Cour :

Selon les instructions relatives à l'élaboration du budget, l'élaboration des prévisions budgétaires tant du Pouvoir Central, des Provinces que des ETDs doivent s'effectuer dans le strict respect des principes budgétaires. L'observation est maintenue.

3. Faible taux de financement de projets d'investissement

Sur 84 projets d'investissement, 13 seulement ont été financés à concurrence de 15,47 %. Le total des projets financés se chiffre à CDF 37.434.742.629,06 sur des prévisions de CDF 123.440.706.895,00, soit 30,33 % d'exécution.

En considérant l'exécution des dépenses du Budget de l'exercice, les paiements au titre de dépenses en capital représentent 16,51 % de parts du total des dépenses de la Ville pour l'exercice 2017.

Réponse du Gouvernement provincial de Kinshasa

Les mêmes raisons évoquées pour la non exécution et l'exécution partielle de certaines dépenses courantes sont aussi valables pour les investissements.

Avis de la Cour :

La Cour renvoie également le Gouvernement provincial à l'observation retenue contre lui au sujet de la non-exécution des prévisions des dépenses ordinaires et de la sous consommation des crédits.

Elle considère, au demeurant, que l'a présente observation vaut plus en ce qui concerne les dépenses en capital appelées à soutenir le programme de développement de l'entité.

4. Dépassements des crédits non régularisés en cours d'exercice

L'exécution des dépenses en capital du budget général a accusé des dépassements des crédits comme illustrée dans le tableau ci-après :

Tableau n° 28 : Dépassements des crédits non régularisés en cours d'exercice

| RUBRIQUES | PREVISIONS | EXECUTIONS | Taux d'exéc. (%) |
|---|-------------------------|-------------------------|---------------------|
| | MONTANT (CDF) | MONTANT (CDF) | |
| 1) CABINET DU GOUVERNEUR | | | |
| B.I | 25 361 929,09 | 3 661 875 952,00 | 14 438,48 |
| 2) MINISTERE DU PLAN, BUDGET, RECONSTRUCTION, INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS | | | |
| Construction de la boucle de N'djili | 472 690 474,00 | 500 000 000,00 | 105,78 |
| Construction de la route de Mokali/Kimbanseke | 272 690 474,00 | 1 575 865 100,00 | 577,90 |
| Construction de passerelle sur le Boulevard Lumumba | 313 495 015,00 | 700 000 000,00 | 223,29 |
| Acquisition Pelles Electrique | 14 089 663,00 | 427 500 000,00 | 3 034,14 |
| TOTAL DEPASSEMENTS | 1 098 327 555,09 | 6 865 241 052,00 | 625,06 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

La Cour des comptes rappelle à l'Exécutif provincial ce qui suit :

- ❖ La consommation des crédits en dépassement constitue une violation de l'article 151 de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances publiques « LOFIP » qui dispose :

« Les crédits budgétaires sont limitatifs sous réserve des dispositions des articles 152 et 153 de la présente loi. Les dépenses sur crédits limitatifs ne peuvent être engagées ni ordonnancées au-delà des dotations budgétaires. »
- ❖ La LOFIP érige en *faute de gestion*, en son article 214, 3^e tiret, le fait pour toute personne qui, au niveau de la province, aura « engagé des dépenses sans disponibilité des crédits ».
- ❖ La Cour relève, par ailleurs, *l'absence d'édits rectificatifs du Budget*, prévues par l'article 140 de la LOFIP.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Les dépassements évoqués concernent les projets financés par les recettes à caractère national et sont exécutés directement par le Pouvoir Central pour le compte de la ville. Les données d'exécution de ces dépenses et leurs sous-bassements n'étant pas communiquées à la ville, il est difficile pour cette dernière d'opérer le traitement que la Cour demande.

Avis de la Cour :

L'observation est levée.

5. Répartition inéquitable des crédits d'investissement

La Cour des comptes a relevé un déséquilibre dans la répartition des ressources de la Ville entre les différents ministères et services.

En effet, sur **CDF 41 096 618 581,06** de paiements de l'exercice :

- ❖ Quatre (4) Ministères ont bénéficié de **98,56%** desdits paiements [CDF 40 503 477 636,06] au détriment des autres ministères (Mines, Santé, Affaires Foncières, Transports, Fonction Publique, Secrétariat exécutif, Inspection provinciale des services) :

Tableau n° 29 : Répartition inéquitable des crédits d'investissement

| N° | Ministère/Service | Part relative (%) | |
|----|--|-------------------|--------------|
| | | Prévisions | Paiements |
| 1. | Plan, Budget, Reconstruction, Travaux publics et Infrastructures | 44,63 | 76,67 |
| 2. | Finances, Economie, Commerce, Industrie, PME | 21,87 | 3,95 |
| 3. | Education, Environ., Commun. | 6,94 | 9,03 |
| 4. | Cabinet du Gouverneur | 0,02 | 8,91 |
| | Total | 73,46 | 98,56 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Réponse du Gouvernement provincial :

Les gros travaux d'investissement sont concentrés au niveau du seul Ministère du Plan, Budget, Reconstruction, Travaux Publics et Infrastructures. L'Exécutif provincial considère cette inégale répartition des crédits d'investissement apparente et non réelle.

Avis de la Cour :

L'observation est levée.

3) Dépense des Budgets Annexes

La Cour des comptes fait observer que les services auxiliaires qui émargent aux budgets annexes de la Ville se sont vus accorder un montant global de **CDF 39.999.269.579,00**, soit près de **USD 24.500.000,00** au titre de budget de l'exercice 2017.

Ces services ont réalisé des recettes de l'ordre de CDF 6.040.590.076,77. Ils ont exécuté des dépenses de CDF 6.038.019.676,71, dégageant un boni de CDF 2.570.400,00.

De manière générale, la Cour émet des réserves quant aux données provenant de ces services étant donné qu'elle n'a pas pu descendre sur terrain pour des investigations qui lui auraient permis de s'assurer du bon emploi des ressources de la Ville et de la régularité des données de la reddition des comptes.

Ses réserves se justifient du fait des anomalies relevées au niveau des budgets de deux (2) services (Marché de la Liberté et Marché de Matete) ci-après pris comme échantillons.

1.- Marché de la Liberté

L'administration de ce marché a fait état d'une dépense exécutée à concurrence de CDF 6.535.113,00 sur des prévisions de CDF 13.343.243,00 au titre d'intérêts débiteurs (frais financiers).

La Cour constate que ce montant n'est pas retracé dans le rapport sur la reddition des comptes du gouvernement provincial.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Aucune réaction de la part l'Exécutif Provincial.

Avis de la Cour :

Observation maintenue.

2.- Marché de Matete

La Cour relève des discordances de chiffres entre différentes sources sur les dépenses exécutées par le Marché urbain de Matete.

Le tableau ci-dessous illustre bien cette situation :

Tableau n° 30 : Discordances de chiffres entre différentes sources sur les dépenses exécutées par le Marché de Matete

| RUBRIQUES | BUDGETS ANNEXES | REDDITION DES COMPTES | COUR DES COMPTES/REEXECUTION |
|-----------------------|-----------------|-----------------------|------------------------------|
| Dép de Personnel | 102.032.832,00 | 175.680.732,00 | 156.595.376,00 |
| Transferts et Interv | 73.696.766,00 | 79.453.466,00 | 71.088.766,00 |
| Construction, reffect | 1.350.582,00 | 8.489.205,00 | 4.770.000,00 |

Source : Cour des comptes, suivant données de la Province de Kinshasa, 2017.

Réponse du Gouvernement Provincial :

Aucune réaction de la part l'Exécutif Provincial.

Avis de la Cour :

Observation maintenue.

➤ **TRANSKIN**

La Cour des comptes n'a pas retracé TRANSKIN dans le budget 2017 de la Ville de Kinshasa.

Réponse du Gouvernement provincial :

Cette société n'émerge pas au budget annexe de la Ville de Kinshasa car elle est une entreprise d'économie mixte regroupant la Ville et des particuliers chinois.

Avis de la Cour :

La Cour demeure réservée par rapport à cette réponse tant qu'elle n'aura encore été éclairée en rapport avec les préoccupations et interrogations suivantes :

- a) *Sous quel numéro de RCCM la Société a-t-elle été constituée ?*
- b) *Quelles sont les références de la publication des statuts de la Société au le Journal Officiel (Références de la publication de l'Acte de Société et références du JO) ;*
- c) *Comment expliquer, dès lors, qu'à l'inauguration du premier lot de soixante bus (Place du Cinquantenaire, août 2017), le Gouverneur de la Ville de Kinshasa ait déclaré publiquement que les soixante bus étaient acquis sur fonds propres du Gouvernement provincial et que les Chinois n'étaient là que pour assurer la maintenance?*
- d) *Pourquoi la part du Gouvernement provincial, ne serait-ce qu'en termes de contrepartie pour utilisation des installations de TP, 1^{ère} rue, n'apparaît-elle nullement dans le Budget de la Ville ?*
- e) *A sa connaissance, la Société New Transkin a succédé à Retranskin qui, apparemment n'existe plus. Le Gouvernement provincial peut-elle produire les preuves de la liquidation de cette dernière société ?*

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'exécution par le Gouvernement provincial de la ville de Kinshasa de l'Edit n° 0005/2016 du 31 décembre 2016 portant Budget de l'exercice 2017, a conduit à l'élaboration d'un projet d'Edit portant reddition des comptes à soumettre à l'adoption de l'Assemblée Provinciale.

La Cour des comptes, a d'une part examiné la conformité des documents et la régularité des opérations budgétaires en rapport avec les textes légaux et réglementaires en vigueur et, d'autre part procédé à l'analyse des documents annexés.

A cet effet, la Cour des comptes a décelé plusieurs anomalies dont les plus pertinentes ont fait l'objet des constatations ci-après :

- Non-conformité du projet d'Edit portant reddition des comptes à l'Edit budgétaire de l'année ;
- Faible taux de réalisation des recettes du budget général ;
- Non réalisation de certaines recettes prévues ;
- Discordances entre les données de l'Edit budgétaire de l'année et celles du projet de l'Edit portant reddition des comptes ;
- Non-consommation des crédits ;

Outre ces anomalies, la Cour des comptes a fait le constat général de la récurrence d'un certain nombre de fautes d'inattention dans les documents soumis à son examen par l'Exécutif de la Ville Province de Kinshasa, lesquelles altèrent sensiblement la qualité du travail présenté.

Par conséquent, la Cour recommande à l'Exécutif Provincial ce qui suit :

- Se conformer aux dispositions de l'article 141 alinéa 2 de la LOFIP qui prescrit la présentation de l'Edit portant reddition des comptes dans les mêmes formes que l'Edit budgétaire de l'exercice clos auquel il se rapporte ;
- Présenter le résultat de l'exécution du budget dans le strict respect de l'article 30 de la LOFIP ;
- Fournir des efforts pour atteindre les minima requis dans la mobilisation des recettes ;

- Respecter les dispositions de l'article 140 alinéa 2 de la LOFIP qui obligent d'intégrer toutes les modifications ayant une incidence sur les prévisions budgétaires initiales dans un Edit budgétaire rectificatif ;
- Garantir le fonctionnement effectif des services.
- Ainsi délibéré et statué par la Cour des comptes, siégeant toutes Sections réunies, à son audience du , à laquelle siégeaient Messieurs : le Président a. i. Ernest IZEMENGYA N'SAA N'SAA, les Conseillers KATENGA FOLO ALEMO, MADUDU FUMA, MBOYO EMPAL EMONZOY, MUKALENGE MUTEMUNAYI, TUDIESHE KABUTAKAPUA KABUTAKAJIKA, BOKAKO MULANYALI, BUKASA TSHIBUYI, Raphaël DIANTESA a BELI, ENGWANDA ELUMBA MEKO, MUFASONI GAPANGU et VANGU KI MUAKA . Ministère public : le Procureur Général N'KONGOLO TSHILENGU et le Secrétaire Général a.i , le Conseiller MWEMA MULUNGI MBUYI

Le Secrétaire Général a. i.

MWEMA MULUNGOI MBUYI

Le Président a. i.

Ernest IZEMENGYA N'SAA N'SAA

TABLE DES MATIERES

| | |
|---|-----------|
| AVANT-PROPOS | 1 |
| INTRODUCTION | 2 |
| 1. MANDAT DE LA COUR DES COMPTES | 2 |
| 2. OBJET DU CONTROLE | 2 |
| 3. NORMES ET METHODOLOGIE | 2 |
| 4. SOURCES D'INFORMATIONS..... | 2 |
| 5. DIFFICULTES D'ORDRE TECHNIQUE RENCONTREES | 3 |
| CHAPITRE I : CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET DE LA VILLE | 5 |
| <i>I.1. CADRE MACROECONOMIQUE</i> | <i>5</i> |
| <i>I.2. PROGRAMME DU GOUVERNEMENT</i> | <i>5</i> |
| <i>I.3. PREVISIONS BUDGETAIRES</i> | <i>6</i> |
| CHAPITRE II : PRESENTATION DES RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DE L'EDIT BUDGETAIRE N° 0005/2016 DU 31 DECEMBRE 2016 . | 15 |
| <i>II.1. RESULTAT DU BUDGET GENERAL</i> | <i>15</i> |
| <i>II.2. RESULTAT DES BUDGETS ANNEXES.....</i> | <i>15</i> |
| <i>II.3. RESULTATS GENERAUX</i> | <i>15</i> |
| CHAPITRE III : ANALYSE DE L'EXECUTION DE L'EDIT BUDGETAIRE N° 0005/2016 DU 31 DECEMBRE 2016..... | 19 |
| <i>III.1. REALISATION DES RECETTES.....</i> | <i>19</i> |
| <i>III.1.1. Recettes du budget général</i> | <i>20</i> |
| <i>III.1.2. Les recettes des budgets annexes.....</i> | <i>21</i> |
| <i>III.2. EXECUTION DES DEPENSES</i> | <i>30</i> |
| CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS | 46 |